

● **LIBAN : LE SUD
OU LA GUERRE
CONTINUE**

Lire en page 12 notre reportage

● **LIP AU TRIBUNAL
DE COMMERCE LUNDI**

Lire notre article en P. 8

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

DIMANCHE 11 - LUNDI 12 SEPTEMBRE - N° 504

Commission paritaire n° 56942 - Tél : 636.73.76

1,70 F

CATALOGNE :
**Rassemblement
massif pour
l'autonomie**



Le 11 septembre, le peuple catalan devait affirmer son identité nationale, malgré toutes les tentatives pour l'étouffer depuis 40 ans. Cependant, les premières concessions arrachées à Suarez sont loin d'une véritable autonomie. Malgré les manœuvres qui s'esquissent autour de la personnalité de Taradellas, il est douteux que les Catalans se satisfassent d'une «Generalitat décaféinée».

LIRE P. 10

LA DESUNION DE LA GAUCHE derniers assauts avant le sommet

● **MAIRE MET EN CAUSE L'HUMANITÉ**

● **MARCHAIS RESSASSE SES POSITIONS À
LA FÊTE DE L'HUMANITÉ**

Six jours avant la rencontre des partis de gauche, le parti de Marchais a mis en route sa lourde machine. Il veut peser de tout son poids avant de faire monter la querelle au sommet. C'est d'abord le comité central de vendredi qui a fait le point sur l'actualisation du programme commun. Sans aucun doute, à cette occasion, a été défini «ce qui est

négligeable et ce qui ne

l'est pas». Par ailleurs, ceux qui sont chargés de faire reculer le plus loin possible «le partenaire socialiste» ont été désignés ; ils sont dix.

Samedi, l'ouverture de la fête de l'Humanité prend le relais. Pendant deux jours, des milliers de visiteurs vont subir un intense matraquage publicitaire et politique. Ce n'est pas un hasard si Marchais a fait repousser le sommet après cette fête.

de céder, au moins en partie, face à son partenaire.

La tactique des partis de gauche a beau mettre en œuvre de très gros moyens, cela ne peut empêcher de nombreux travailleurs de s'interroger sur le rôle de masse de manœuvre qu'on leur fait jouer dans ces marchandages et de ne se reconnaître, ni dans les propositions du PCF, ni dans celles du PS.

LIRE P. 6

10 000 maîtres- auxiliaires au chômage

En décidant de réemployer seulement les maîtres-auxiliaires qui ont effectué un service continu l'année dernière, Haby condamne plusieurs milliers d'entre eux au chômage. Et pour les autres, ce sera l'obligation d'accepter des tâches de «bouche-trou», souvent à temps partiel.

LIRE P. 5

Les Montéfiore manifestent à Paris

LIRE P. 7

Un projet du gouvernement

Après la chasse aux faux chômeurs, la chasse aux faux malades !

Le délai de carence porté de trois à sept jours, des contrôles plus fréquents, des indemnités journalières limitées à 35 F par jour. Ce sont quelques unes des propositions

d'un rapport sur l'absentéisme actuellement entre les mains du gouvernement. Il sera bientôt interdit aux ouvriers d'être malades.

LIRE P. 6

La tentative grossière du PCF de récupérer l'attitude de la CFDT face au PS a été dénoncée vigoureusement par Maire, lors d'une conférence de presse. Ce dernier s'oppose avec vigueur aux méthodes manipulateurs du PCF qui ne rend compte que des distances que le CFDT prend avec le PS, mais fait le silence sur les critiques portées au PCF, pourtant au moins aussi importantes. La réponse tout à fait hypocrite de l'Humanité de samedi ne dispense pas sans doute pas Marchais d'y revenir dans le discours de clôture de la fête qu'il aura prononcé dimanche à 16 h. A cette occasion, il doit rendre compte des dernières décisions du comité central. Il ne manquera pas de frapper du poing une dernière fois sur la tribune avant

Roth (Strasbourg)

Milices patronales et surveillance policière pour imposer la reprise

Les frères Roth n'ont reculé devant aucun moyen pour essayer de faire cesser la grève qui s'était déclenchée mercredi dernier. C'est par les CRS et une milice patronale armée de barres de fer que les travailleurs ont été accueillis vendredi.

Les revendications restent posées, affirme la section CFDT et l'Union Départementale ; ils exigent

l'annulation de tous les licenciements, le respect des accords de juin et la dissolution de la milice patronale.

La CFDT convoque une réunion dimanche après-midi à ce sujet. Le patron, pour sa part, maintient ses plaintes fantaisistes, en particulier contre le délégué syndical.

Le nucléaire en question

Des fuites radio-actives à Fessenheim

ICI

RADIO VERTE

FESSENHEIM

Interview
recueillie
par
Thierry WALTER

► Le Quotidien du Peuple : Depuis sa première entrée en fonctionnement, le 7 mars 1977, la centrale de Fessenheim n'a fait qu'aller de panne en panne. Qu'en est-il exactement ?

— R.V.F. : Le réacteur 1 a divergé le 7 mars, au surlendemain d'une manifestation qui avait réuni 5 000 personnes à Colmar et près de 10 000 à Strasbourg, et juste après la fameuse panne de Roggenhouse qui a duré vingt-cinq jours. C'était donc une certaine forme de provocation : ils ont précipité les choses à ce moment-là, la façon dont cela fonctionne actuellement démontre qu'ils n'ont certainement pas pris toutes les précautions ; ils ont dû diverger en catastrophe, histoire de saper le moral aux gens, de marquer le coup pour que les gens se disent : on peut faire des grèves de la faim, on peut se mobiliser à 10 000 dans la rue, ça ne sert à rien, ils démarrent quand même. Donc démarrage le 7 mars. Depuis le 7 mars, jusqu'à ce jour, c'est-à-dire à peu près sept mois, le réacteur 1 a fonctionné en tout et pour tout un mois (trente-trois jours exactement). En fait, entre le 7 mars et le 2 mai, période où il a fonctionné « normalement », il est tombé en panne quatre fois ; à partir du 2 mai, il n'a plus fonctionné du tout jusqu'au 22 août.

Sur les pannes, sur les incidents qu'il y a eus, en général, on ne sait pas grand-chose. De toute manière, c'est toujours par des « fuites » que l'information est parvenue à la presse ; la presse a annoncé, et alors EDF a confirmé ou démenti. En général, ils ont confirmé, mais en disant toujours à peu près la même chose : « Effectivement, il y a eu un incident, etc., mais ce n'est pas très grave, ça ne touche pas le cœur du réacteur, il n'y a pas de fuites radioactives ; il n'y a donc pas de danger ni pour les travailleurs, ni pour la population environnante ».

Des fuites radioactives

— R.V.F. : On sait quand même que par exemple, il y a quelques jours, il y a eu une panne au réacteur 1 et que ce sont des fuites qui se sont produites au niveau de la cuve du réacteur ; donc, de façon évidente, il s'agissait de fuites radio-actives ! Cette panne a été annoncée dans la presse, elle n'a pas été démentie par EDF (ni confirmée). Par contre, les membres de la commission de contrôle, qui comme tout le monde ont appris la nouvelle en ouvrant leur journal, le jour-même où la presse annonçait ce dernier incident, ont reçu individuellement un télégramme en date du 17 août et libellé comme suit :

« Suite aux articles parus dans la presse du 17.08, je vous précise, d'après les informations en provenance d'EDF, que l'indication parue dans les Dernières Nouvelles, selon laquelle des fuites auraient été détectées la semaine dernière, est sans fon-

dement. Il s'agit des fuites détectées antérieurement, dans la deuxième quinzaine de juillet, qui ont été réparées... » Signé : Docteur Henri Goetschy, président de la Commission de Surveillance. A noter que le Docteur Goetschy est aussi président CDS du Conseil Général du Haut-Rhin. Le télégramme est signé : Docteur Goetschy, président de la Commission de Surveillance au lieu de président de la Commission de Contrôle. La différence est importante, car le Comité de Surveillance est une instance dépendante d'EDF, tandis que la Commission de Contrôle, réclamée depuis le début par la municipalité de Fessenheim, par les jeunes de Roggenhouse, même si sa composition n'est pas satisfaisante, ne dépend pas elle d'EDF. Petit à petit, EDF tend à faire l'amalgame entre Commission de Surveillance et Commission de Contrôle.

► QdP : Le rôle de la Commission de Contrôle est très controversé. Pouvez-

vous faire un point à ce sujet ?

— R.V.F. : Sur la Commission de Contrôle elle-même, sa composition ne répond pas aux exigences des militants écologiques ni de la population : nous voulions la moitié des représentants des associations et de personnes indépendantes d'EDF et moitié d'élus et de représentants d'EDF. En fait, il y a cinq représentants d'associations (et parmi ces cinq, il y en a au moins une qui est bidon : l'association des 3 E, Environnement-Economie-Emploi, créée en toute hâte par M. Schiélé, CDS et président du Conseil Régional, au moment où a été instaurée la Commission de Contrôle ; cette association n'avait même pas de statuts que son représentant était déjà invité à la première réunion de la Commission de Contrôle, alors que le représentant de la FANEF, l'une des principales organisations représentatives, était exclu dès la deuxième réunion !). Les autres associations présentes dans la commission sont, outre le SEGENAL, scission « modérée »

Les membres de la commission sont maintenus dans l'ignorance

— R.V.F. : Outre les cinq représentants d'associations, la Commission comprend cinq maires et cinq conseillers généraux. Les cinq maires sont ceux des communes avoisinant directement la centrale de Fessenheim (Fessenheim, Blodelsheim, Heiteren, Balgau, Roggenhouse et Hirtzfelden). Le préfet et le directeur de la centrale d'EDF sont également présents, alors que la présence de scientifiques

Alors que la question de Gerstheim où devait également être construite une centrale est provisoirement résolue avec le démontage du pylône météo, toute l'attention se concentre maintenant sur Fessenheim et sur le pylône occupé de Heiteren où la situation, à la veille de l'achèvement définitif de la ligne haute tension Fessenheim-Méry-sur-Seine, risque de devenir rapidement critique.

Nous avons voulu faire le point sur Fessenheim avec des membres du CSFR et du collectif de Radio Verte Fessenheim dont la prochaine émission est prévue samedi 10 septembre à 19 h 45.

Le réacteur numéro un de Fessenheim a à nouveau divergé le lundi 22 août après une longue suite d'incidents (voir le Quotidien du Peuple du 8 septembre). Il est difficile d'apprécier la gravité de ces incidents, l'EDF s'en tenant à sa politique du secret.

Le CSFR (Comité de Sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin), a annoncé, à l'occasion du passage de Barre à Colmar que les marchés ont été conclus pour les tranches 3 et 4 de Fessenheim. Passant outre à une résolution du Conseil Général du Haut-Rhin, ces tranches seraient construites sans enquête d'utilité publique préalable.

bres de la commission sont maintenus dans l'ignorance — parce qu'ils ne savent rien des incidents — mais en plus, on dément les informations qu'ils peuvent avoir et on les induit en erreur. C'est très grave ! Radio Verte Fessenheim a lancé une campagne en demandant à la population d'être attentive à cette nouvelle réunion de la commission et de soutenir les positions du CSFR notamment en envoyant des lettres de protestation directement au docteur Goetschy. Il faut que la population exerce son contrôle sur la commission de contrôle !

les oubliés de l'évacuation

Pour en revenir au dernier incident, celui-ci est certainement grave puisqu'il s'agit probablement des fuites radioactives. Mais il n'y a pas eu d'évacuation ; ça s'est passé dans le bâtiment réacteur qui, normalement est étanche. A propos des conditions d'évacuation, on peut citer ce qui s'est passé lors d'un incident au mois de juin et qui nous a été rapporté par des ouvriers de la centrale :

Un samedi matin, le 4 juin, les ouvriers ont été évacués de toute urgence pour cause d'« alerte radio-active » (selon les propres termes de ces ouvriers). Ils ont tous été évacués, sauf une équipe qui a été tout simplement oubliée. Quand les gars se sont pointés à la sortie, les gardiens n'en croyaient pas leurs yeux ! On ne les a pas laissés sortir et ils ont dû subir un contrôle. Le surlendemain lundi, des techniciens du pétrole (alors en congrès à Strasbourg), devaient visiter la centrale ; la visite a été annulée sans explication. Il faudra attendre un article des « Dernières Nouvelles » pour apprendre que la visite a été annulée... par crainte d'un attentat projeté par des terroristes allemands ! (et annoncé par un coup de téléphone anonyme).

► QdP : Là le contact avec des ouvriers de Fessenheim, a été précieux, pour essayer de démêler la vérité. Il apparaît que le sens dans lequel il faut aller, c'est celui de l'établissement et du renforcement de ces contacts entre les ouvriers de Fessenheim et la population. Un des premiers jalons a été posé avec l'opération de blocage des postes de la centrale qui a eu lieu en avril, et au cours de laquelle un tract a été distribué aux travailleurs et des discussions engagées.

— R.V. : L'idée c'était d'établir le contact avec les ouvriers, mais aussi de marquer le coup à l'entrée de la centrale, parce que, hormis la manifestation de 1975 qui s'est déroulée dans les parages immédiats, il n'y a jamais eu d'action sur le lieu même de la centrale. Ça s'est passé juste après Pâques, après

un pont de quatre jours, un mardi matin à la reprise du travail vers 5 h 30. Nous sommes arrivés avec une trentaine de voitures, en colonne. C'était une action-surprise : jusqu'au lieu de rendez-vous les militants ne savaient rien ; seule une dizaine de personnes étaient au courant et ont dirigé les opérations.

Visite surprise à Fessenheim

On s'est retrouvé à une centaine de personnes, ce qui n'était pas mal, et ô surprise ! tout était ouvert ! La barrière était ouverte et il n'y avait pas de gardien, on aurait pu rentrer le plus facilement du monde ! Les gars sont arrivés progressivement : aucune réaction d'hostilité à part quelques cadres. Mais en fait, les cadres qui sont venus ont été très rares car on a appris plus tard, que le directeur de la centrale avait téléphoné de chez lui à tous les ingénieurs, en leur demandant de rester chez eux.

► QdP : Pouvez-vous nous parler un peu des travailleurs de la centrale ; d'où viennent-ils ? Y a-t-il beaucoup de gars du coin, d'Alsaciens ?

— R.V. : Il y a quelques Alsaciens, mais rien qu'à voir l'immatriculation des bagnoles, les 68 (Haut-Rhin) sont rares ; il y a des 25, des 90, des gens de la région parisienne. Tu as des boîtes comme SPIE-Batignolles qui travaillent là-dedans, donc les ouvriers de toute façon, ne sont pas d'ici ; certains se sont établis provisoirement dans les localités environnantes et vivent dans des caravanes.

Ce sont ces ouvriers qui ont construit la centrale (il y a d'ailleurs eu des grèves sur le chantier) ; quand nous sommes intervenus, les travaux touchaient à leur fin : nous avons distribué à peu près 500 tracts, alors qu'il y a eu jusqu'à 2 000 personnes travaillant sur le chantier. Pour le personnel de fonctionnement de la centrale, le chiffre est beaucoup plus réduit : s'il y en a 200, c'est beaucoup.

Ce qu'on peut dire, c'est qu'ils ne sont pas informés. Certains gars ne savent pas du tout ce qu'ils bricolent là-dedans ; ils font du câblage, ils font du coffrage et du béton, et c'est tout. Pour les problèmes de sécurité, ils vont sur ce chantier, comme s'ils construisaient des HLM ; quand tu leur parles de radio-activité, ils ne savent pas ce que c'est. C'est pour ça aussi qu'on a estimé important d'établir le contact, avec eux. Dans le tract, on leur a expliqué qu'on n'était pas là pour leur voler leur boulot, mais qu'il faut bien qu'ils comprennent que le danger, il est pour eux, et pour nous !

En résumé, ce contact a été très fructueux.



Manifestation à Strasbourg contre la centrale de Fessenheim.

Le ton était donné ; désormais, la fête de l'*Humanité* devenait de plus en plus ce qu'elle est aujourd'hui : une foire commerciale où l'attrait politique n'est plus, et de loin, la raison essentielle de son affluence. Le RCF lui-même, estime à 100 000 (ce qui est très optimiste !) sur un million (soit 10 %) le public intéressé par le discours central. Il y a loin de ce 7 septembre 1930, où, à l'appel du PCF, se réunissaient dans le parc Sacco et Vanzetti, plusieurs dizaines de milliers de personnes, pour la naissance de la fête de l'*Huma*.

POLITIQUE

Le PCF, la force de frappe et l'expression des cellules

Au printemps dernier, le PCF dans un virage à 180° annonce qu'il est dorénavant partisan de la force de frappe. Les militants l'apprennent à la télévision, le rapport Kariapa a été adopté par le Comité Central.

Alors que depuis plusieurs années, ce parti militait contre la dissuasion française, son revirement paraît inexplicable à nombre de ses militants.

La cellule Pablo Neruda, dans le 10^e arrondissement rejette la nouvelle position à l'unanimité. Lors de la conférence de section, sa position aurait été soutenue par près d'un tiers des militants présents. «Les difficultés provoquées par le bureau» feront qu'un amendement sera voté avec beaucoup de difficultés. Un texte de la cellule est destiné à être publié dans l'Humanité. Devant sa non-publication, son auteur l'a envoyé à Libération qui en publie de larges extraits. Sans reprendre ici le fond de l'argumentation développée, notons que c'est la deuxième fois en quelques mois que des militants du PC, pour faire connaître leur point de vue, interdisent de publication dans la presse du PCF, recourent à d'autres journaux.

«Anti-socialisme primaire»

Le secrétaire général de la FEN, André Henry, tenait hier une conférence de presse. Après avoir expliqué qu'il n'entraverait pas l'application de la réforme Haby, il s'en prit à «la querelle menée au sein de la gauche par le parti communiste»: «poursuivre ainsi sur le ton de la suspicion, les dirigeants communistes prennent le risque d'affaiblir la gauche toute entière et de tomber dans un anti-socialisme primaire tout aussi condamnable que l'anti-communisme primaire».

LA FÉDÉRATION GÉNÉRALE DE LA MÉTALLURGIE ET «LES QUERELLES POLITIQUES»

«La querelle entre PC-PS a pris l'allure d'une querelle politique dans la mesure où ses enjeux n'apparaissent pas clairement aux yeux des travailleurs». C'est Jacques Chérèque qui s'exprime ainsi dans une interview à un journal du matin.

L'expropriation des patrons doit-elle prendre la forme de la nationalisation façon PCF ou façon Attali ? Chérèque prend plutôt position pour la seconde proposition. De la même manière, il pense que ce sont surtout les «holdings» dont la gauche doit prendre le contrôle.

Enfin, sur la question des cadres, il voudrait réussir le pari impossible de transformer l'image que les travailleurs en ont sans réellement remettre en cause la division du travail entre conception et réalisation, mais là ne réside pas l'intérêt essentiel de l'interview. Il se fait en effet le porte-parole de toute une série d'interrogations réelles qui se posent chez les travailleurs. Ainsi, sur la question de la nationalisation de la sidérurgie, il déclare: «Pour la FGM et les travailleurs qui souhaitent la nationalisation, ce

qui est important, c'est que la gauche dise ce qu'elle fera de la sidérurgie lorsqu'elle en aura acquis le contrôle». Nationaliser pourquoi faire ? Pourra-t-on produire plus d'acier ? Si oui, comment ? Quelles sont les conséquences sur l'emploi ? Ce que disent les patrons est-il vrai ou faux ? En résumé, quel type de développement industriel, quelle stratégie nouvelle veut-on nous proposer ?

Il ne suffit pas de dire: «On va développer le secteur machine-outils, l'aéronautique... on va consommer français... on va...» etc., ce langage trop général n'arrive plus à convaincre (...).

LES TRAVAILLEURS ATTENDENT

A la question de savoir ce que les travailleurs attendent du «contrôle public» programmé par la

Chérèque est responsable de la Fédération Générale de la Métallurgie, la plus puissante fédération que compte la CFDT. L'interview tourne autour de l'appréciation que porte la FGM sur l'expropriation des patrons actuels de la sidérurgie.

gauche dans la sidérurgie, Chérèque répond: «Ils attendent parce qu'ils ont été trompés depuis le premier plan d'acier, c'est-à-dire le plan Debré-Ferry, voilà quinze ans (...) les travailleurs assistent impuissants à un scandale (...) il y a donc une réaction saine de morale politique des citoyens».

Si la concurrence japonaise n'est pas responsable de la crise de la sidérurgie comme vous le dites, interroge le journaliste, à quoi est-elle due ?

«Elle (la crise) est avant tout la conséquence d'un choix: le patronat a parié sur l'exportation de l'acier. (...) Comme actuellement l'acier se vend mal, c'est l'impasse. Ce pari est très lourd de conséquences: la sidérurgie a négligé le marché français (...) elle n'a lié sa politique de production ni à l'environnement régional (la Lorraine

et le Nord) ni aux secteurs d'activité industrielle qui lui sont proches. En deux ans, notre secteur a perdu deux cent mille emplois».

La lecture de cette interview pose une série de questions. L'analyse de la crise de la sidérurgie qui y figure rappelle à certains égards, celle que formule le PCF (la crise vient de l'étranger, il faut consommer français), conséquence logique, le programme commun est présenté comme étant le bon remède.

Cependant, ce que confirme l'interview, c'est les difficultés qu'ont les dirigeants de la CFDT, membres ou proches du PS, à faire passer la ligne de ce parti dans les masses populaires. La volonté de ne pas se couper de la masse des travailleurs et de garder les mains libres pour l'après 78 explique sans doute cette attitude.

François MARCHADIER

Du programme commun de 1972 à celui de 1977

DES RAPPORTS DE FORCE BOULEVERSÉS

● Claude Estier dans l'Unité: «C'est un très grand pas en avant que vient d'accomplir la gauche et cela au moment même où l'embarras de la majorité devient de plus en plus évident». François Billoux dans France Nouvelle: «Amis lecteurs et lectrices, votre joie sera à l'unisson de celle des communistes, des socialistes et de tous les démocrates». C'est bien sûr de la signature du programme

commun de 72, dont il s'agit ici. Les conditions qui ont présidées à son adoption, le rapport de force à l'époque entre les partis de gauche, la situation politique, et en corollaire le contenu même de ce programme annonçaient l'inévitable polémique de la renégociation d'aujourd'hui. Du sommet du 27 juin 1972 au sommet du 14 septembre 1977, la situation s'est très largement transformée.

Par Nicolas DUVALLOIS

Qui donc a eu l'idée de ce programme commun ? Le PCF en réclame la paternité, rappelant l'appel de Waldeck Rochet en 63 en faveur de l'unité. Mitterrand rappelle qu'il a toujours (ou presque) été favorable à une entente autour d'un texte commun. Le programme commun est en fait né de la conjonction d'intérêts différents. C'était pour le jeune PS la possibilité de faire un pas nouveau dans son développement, c'était pour le PCF la possibilité de sortir de la contradiction qui le minait, entre la volonté de parvenir au pouvoir par la voie électorale et les limites des scores réalisés. Ce n'est pas un hasard non plus si la signature du programme commun est intervenue quatre ans après mai 68: la crise de l'impérialisme français s'accroît, le gaullisme est moribond et ne survit chichement qu'à travers Pompidou, tandis que la révolte des masses, les luttes de la classe ouvrière, prennent un caractère nouveau: ce sont les grandes luttes des O.S., la mise en avant de

revendications qualitatives, contre la hiérarchie capitaliste, contre les conditions de travail, etc.

Le refus de la domination bourgeoise devient dans les masses suffisamment net, suffisamment tangible, pour que la perspective de l'accession au pouvoir de la gauche puisse être envisagée par ses tenants.

Les tentatives antérieures d'union n'avaient donné que peu de résultats: une plate-forme d'union en 66, un «bilan des convergences et divergences» en décembre 70. Cette nécessité d'une crédibilité plus grande, des possibilités d'accession au pouvoir de la gauche, allait amener la transformation du PS, la rédaction de deux programmes précis, et en fin de compte, les négociations du programme commun.

C'est sur la base de la nécessité d'une entente avec le PCF que s'est reconstruit le parti socialiste: le congrès d'Epinal en juin 71, voyait Mitterrand

et ses conventionnels, l'emporter grâce au soutien décisif des partisans de l'union de la gauche, le CERES. Parti de rien (les 5% de Defferre aux présidentielles de 69), le PS se fixait comme but de devenir le parti le plus important de France. C'est ce qui guidait sa convention de Suresnes, en mars 72, où était adopté son programme «changer la vie». Quelques mois plus tôt, le 9 octobre 71, le CC du PCF avait fait le même «effort» de clarification en adoptant «changer de cap», programme propre du parti révisionniste. La présence de deux programmes distincts laissait la voie libre aux négociations. Du 27 avril au 27 juin, les deux délégations se rencontrèrent régulièrement: du côté du PS, Mauroy, Jacquet, Joxe, Beregovoy, et Chevènement: les rapports de force au sein du PS font alors du CERES une force d'appoint indispensable, qui siège au bureau national.

Du côté du PCF, Leroy,

Ansart, Kanapa, Laurent (le PCF n'a pas encore achevé son effort de recrutement d'économistes).

Le rapport de forces tel qu'il se présente au moment des négociations semble être à l'avantage du parti de Marchais: il est incontestablement le plus fort dans les entreprises (le PS y est inexistant), ses résultats électoraux sont à peu de choses près équivalents à ceux du PS. La volonté d'un accord rapide, deux mois de négociation au total, ne provoque pas de problèmes majeurs. Pri-sonnier de sa politique d'alliance, le PCF recule dans un certain nombre de domaines: il abandonne ses propositions sur «la grande Europe» opposée à «l'Europe des trusts», il entérine la participation de la France à l'Alliance Atlantique, alors que «changer de cap» en paraît comme d'un bloc agressif, il accepte qu'en cas de divergences au sein du gouvernement de gauche, des élections ne soient pas organisées immédiatement. A l'inverse,

il obtient du PS des concessions dans le domaine économique: les nationalisations, la planification, et les «objectifs sociaux» qu'il souhaitait. Il faut spécifier que les discussions économiques étaient menées au nom du PS par Chevènement, qui restera toujours fidèle à la ligne de conduite du CERES: défendre les propositions du PCF au sein de leur parti. Il est symptomatique de noter que de l'avis même des deux partis, un des sujets les plus discutés fut celui des institutions.

La précipitation dans l'élaboration du programme commun 72 s'explique aussi par la proximité des élections législatives de 73. Croyant le pouvoir à leur portée, les deux partenaires avaient quelque peu négligé les discussions de fond au profit d'une entente rapide. Ces élections allaient voir la très forte poussée socialiste, le PS ayant le pied mis à l'étrier par cette union de la gauche. Quant au PCF, dont le score stagnait, il allait en tirer les conséquences: polémique de 75 pour apparaître comme «le parti ouvrier», et surtout construction plus précise, plus élaborée, de son projet de capitalisme d'Etat.

Nous y reviendrons dans notre prochain numéro.

Ils seront dix

Dix, c'est le nombre de responsables du PCF qui devront aller se déchirer avec les socialistes, le 14, avant de finalement se mettre d'accord. Marchais, Gustave Ansart, Mireille Bertrand, Fiterman, Kanapa, Lajoine, Paul Laurent, Madeleine Vincent, Philippe Herzog, Pierre Juquin.

Majorité

Après le RPR et le Parti Républicain, c'était au tour, vendredi, du Centre National des Indépendants (CNI) de ratifier le manifeste électoral de la droite. Le prochain tour est pour le parti de Lecanuet, le Centre des démocrates sociaux; ceux-ci devaient le prendre samedi. Le même jour, le conseil politique du CDS devait élaborer une plate-forme.

«Démocratie au quotidien»

Samedi, se tenait au Palais des Congrès des élections locales du RPR, congrès qui devait débattre du projet de réforme du parti de Chirac concernant les collectivités locales. Six mille maires étaient attendus à ce rassemblement. Le thème de ce congrès est «pour une véritable démocratie du quotidien». Original pour le thème central d'une manifestation du RPR !

POLITIQUE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

MAIRE RÉAGIT CONTRE LES FALSIFICATIONS DE L'HUMANITÉ

Edmond Maire, au cours d'une conférence de presse, tenue vendredi soir, s'est élevé contre «la manière de faire de l'Humanité (qui) confirme et aggrave une attitude délibérée constatée tout au long de l'été». En effet, comme nous l'avions indiqué dans notre édition du 10 septembre, le PCF avait surtout relevé dans le discours prononcé à Strasbourg, par le secrétaire général de la CFDT, les critiques destinées au PS. Cette attitude traduit les tentatives du parti de Marchais d'utiliser la CFDT dans sa polémique avec le parti socialiste. Maire, relevant la manœuvre de l'Humanité, déclare : «Nous relevons la contradiction du PC, qui proclame publiquement sa volonté d'un débat public qui ne masque aucun problème mais qui, en même temps, ne retient des propositions de la CFDT que celles qui l'arrangent dans sa controverse avec le parti socialiste». Il confirmera ensuite les critiques que la CFDT porte au PCF, revenant notamment sur la stratégie de ce dernier : «Nous constatons que le PCF base toute sa stratégie de transformation sociale sur la prise en main par le gouvernement de gauche de l'appareil économique et de l'appareil d'État (...)

Son action de mobilisation de masse consiste d'abord à ce que les travailleurs, attendant tout d'un changement concentré au sommet, fassent confiance et délèguent leurs pouvoirs à leurs dirigeants politiques expérimentés, ceux du PCF (...). La politique économique du PCF risque de conduire au nationalisme économique...»

L'Humanité de samedi se déclare, pour sa part, «surprise de la déclaration de la CFDT» et pose une question : «Le bureau national de la CFDT aurait-il jugé nécessaire, au moment où il formule de sérieuses critiques au parti socialiste, d'établir une fausse symétrie avec le PCF?»

Le PCF veut donc continuer à ignorer la critique que lui adresse la direction CFDT, estimant que tout ce qui trace un parallèle entre la nature de ses positions et celles du PS dessert le pillage anti-PS qu'il a déclenché depuis quatre mois maintenant.

Il pourra cependant difficilement éviter la multiplication des interrogations sur son projet réel, sur le capitalisme d'État.

Olivier LUSSAC

4 MINISTRES CHERCHENT À SE PLANQUER AU SÉNAT

La loi est formelle : un ministre qui est député ou sénateur doit choisir entre son poste ministériel et son mandat électif ; en période de stabilité politique, on imagine sans mal le choix effectué. Quand en revanche, la situation politique devient incertaine, le choix devient tragique, quasi cornélien. Fourcade, Taittinger, Monory, Poncelet n'en dorment plus. Les élections sénatoriales approchent. Ces messieurs sont soudain pris d'une irrésistible envie «d'en prendre pour neuf ans de planque» au Sénat, s'entend.

Pourtant, Fourcade aurait bien voulu se contenter de l'Assemblée Nationale mais le député RPR de sa circonscription ne

veut pas se présenter aux sénatoriales et lui laisser ainsi la place pour 78.

Tous ces départs possibles du gouvernement inquiètent beaucoup Giscard qui voit ainsi le départ de personnalités qui, pour certaines, ont joué un rôle non négligeable de soutien au giscardisme.

Il est vrai qu'il a encore plus d'un mois pour les dissuader de l'abandonner aussi lâchement puisque les élections auront lieu le 25 septembre, et qu'une fois élus, il leur restera un délai de trente jours pour choisir. Voilà un petit événement qui va relancer dans la tête de Giscard, la nécessité de faire voter la loi sur la réforme du «statut des suppléants».

Lyon : le promoteur enlevé a été retrouvé

UNE TÉNÉBREUSE AFFAIRE



Roland Simon, un récit peu convaincant

Les logements datent de 58, 336 appartements où logent 2 700 personnes tous immigrés. Tous ont le même point de vue sur la cité : «C'est cher». 700 F un F3 où logent au minimum 8 personnes. Des familles nombreuses sont obligées d'avoir deux appartements, un F3 et un F4, pour 1 290 F. En décembre, on payait 1 180 F. Tous se demandent ce que Simon fait de l'argent des charges. L'état des immeubles est scandaleux. Les ascenseurs sont constamment en panne (les immeubles font 8 étages). Portes en mauvais état, pas de lumière et je n'ai vu aucune réparation : «L'an dernier, il y avait deux concierges pour tous les

bâtiments, maintenant il n'y en a plus qu'une et nous sommes obligés de laver les escaliers nous-mêmes ! Les portes des caves devraient être fermées à clef, mais ils ne le font pas ! Les enfants vont y jouer et ils attrapent des maladies». Le vœu commun de tous les habitants, c'est de partir : «Je voudrais un appartement propre, avec un peu d'herbe autour pour les enfants ! Je crois que je suis comme tout le monde», dit cette femme qui habite la cité depuis huit ans. «Moi, avant, j'habitais à Villefranche. Si j'avais su comment c'était, je ne serais pas venu habiter ici, même si le loyer avait été gratuit ! Je ne voulais pas

• Roland Simon, qui avait mystérieusement disparu mardi soir à Couzon au Mont-d'Or, a été retrouvé vendredi matin, faisant de l'auto-stop près de Villefranche-sur-Saône. Il a déclaré à la police qu'il avait été enlevé par un homme seul, puis détenu dans une maison de campagne, et enfin conduit vendredi au lieu dit «Le Maupas» pour y être libéré. Roland Simon affirme ne pas connaître son ravisseur qui portait un bas de nylon sur le visage. Aucune rançon n'aurait été versée, selon le préfet régional de police, qui a toutefois admis que le ravisseur avait pris «un contact indirect par téléphone avec la famille». Un enlèvement audacieux par un homme seul qui libère ensuite son prisonnier sans avoir touché un sou : voilà une affaire plutôt curieuse.

A l'occasion de l'enlèvement de Simon, directeur de la Régie Immobilière de la rue Olivier de Serres, la presse régionale a longuement parlé de cette cité qu'elle qualifie de «nid de délinquants».

Nous sommes allés voir le béton et le goudron au milieu d'un quartier en pleine rénovation. A Olivier de Serres, des dizaines d'enfants passent leur temps sur l'asphalte dans l'ombre des immeubles. Pas un arbre, pas un brin d'herbe, même pas un peu de sable pour les enfants.

Reportage de Nathalie DULLIN

rester plus de six mois et cela fait maintenant trois ans que je suis là, faute de trouver autre chose». Là aussi, tous ou presque, ont le même problème. Malgré de multiples démarches, manifestations à la mairie, préfecture, à l'office HLM, rares sont ceux qui obtiennent une réponse positive. On leur répond soit qu'il n'y a rien, soit qu'ils ne pourront pas payer, soit que «le taux d'immigrés est déjà trop élevé», comme à la ZUP de Vaulx-en-Velin, par exemple.

«Olivier de Serres, une cité de délinquants ?»

Tous répondent la même chose : «Le fond du problème, c'est nos condi-

tions de logement, le fait qu'on vive tous entassés, qu'on soit complètement coupés de l'extérieur, c'est la misère, et ce n'est pas vrai qu'on a des histoires avec les gens du quartier autour, ce sont des mensonges des journaux !»

On comprend alors que l'enlèvement de Simon n'ait fait pleurer personne ici, les habitants sont même restés plutôt indifférents. Bien que la police soit venue avant-hier dans la cité avec des chiens et des mitraillettes, fouiller des caves et les appartements vides... Tout ce qui se dit de Simon est résumé par ces mots d'un locataire : «C'est un exploiteur !»

Maitres auxiliaires

LES PROMESSES D'HABY A L'ÉPREUVE DE LA RÉALITÉ

Chômage, déqualification

Depuis le mois de juin, Haby prétendait que tous les maîtres-auxiliaires seraient réemployés. La réalité est différente. A la veille de la rentrée scolaire, des milliers de maîtres-auxiliaires sont encore sans emploi (Créteil : 1 500, Paris : 300, Lille : 2 000, etc.). A partir d'indications précises relevées dans plusieurs rectorats, le SGEN-CFDT estime pour sa part que le chiffre de 10 000 maîtres-auxiliaires non réemployés à ce jour n'est pas exagéré.

Une réalité que Haby lui-même ne peut guère nier. Aussi a-t-il tempéré ses proclamations, en déclarant le 3 septembre «Tous les maîtres auxiliaires recevront un service au

moins à mi-temps, pourvu qu'ils aient travaillé au moins un an.

La circulaire qu'il a adressée le 6 septembre aux recteurs est venue préciser ses intentions : «Ce service sera effectué dans des fonctions d'enseignement ou dans des fonctions de caractère éducatif pouvant comporter éventuellement un horaire partiel d'enseignement (étant rappelé qu'une heure d'enseignement équivaut à deux heures d'activités non enseignantes)... Ces personnels seront mis temporairement et au maximum pour la durée de l'année scolaire, à la disposition du chef d'établissement... Ils devront s'engager à accepter tout

poste d'enseignement... par suite d'une vacance survenue après la rentrée... Je vous invite par ailleurs à confier aux maîtres-auxiliaires dont l'engagement sera renouvelé pour un service partiel d'enseignement ou de type éducatif, le soin d'assurer les remplacements en sus de ce service.»

Ainsi, quelle que soit leur formation, les maîtres-auxiliaires (à condition qu'ils aient effectué un service continu l'an dernier) devront accepter n'importe quelle tâche de «bouche-trou» : surveillance, «animation», «soutien» aussi bien qu'enseignement. Rien n'est garanti quant au réemploi les années suivantes, aucune

promesse de titularisation n'est faite. Enfin, le nombre des emplois prévus n'est pas précisé.

Au total, on peut supposer que plusieurs milliers de maîtres-auxiliaires seront licenciés. Quant à ceux qui auront un emploi, il sera souvent à temps partiel et sans rapport avec la formation reçue.

Pour organiser la riposte, un rassemblement de maîtres-auxiliaires est prévu ce dimanche à la Mutualité à 9 heures, et mardi, une assemblée générale est appelée à 18 heures, faculté de Jussieu, bâtiment H, par le mouvement national des non-titulaires.

INFORMATIONS GENERALES

Conférence des comités de soldats
de la base aérienne 705 et de l'EAT

De notre Correspondant de Tours

MANOEUVRES «DEMETER», LE POINT DE VUE DES SOLDATS

● A l'appel de 6 membres du comité de soldats de la base aérienne 705 et de l'EAT, s'est tenue dans la région de Tours une conférence de presse, à laquelle étaient représentés différents journaux. Après un rapide historique des comités, les soldats ont donné leur point de vue sur l'opération Demeter. Celle-ci, placée dans le cadre des «rencontres entre l'armée et la nation» se déroulait à l'intérieur des terrains militaires. Le choix n'est pas absolument arbitraire, lorsqu'on connaît la domination des grands propriétaires dans cette région.

Durant toutes ces manœuvres, la population pouvait monter sur les tanks et les jeeps. Comme l'a dit un général : «Il faut que les civils s'habituent à voir les militaires à l'extérieur des casernes». Il est clair que cette opération n'est que le début d'une vaste campagne tendant à réhabiliter et à populariser l'armée bourgeoise. Les soldats ont tenu à dénoncer les conditions de vie intolérables des appelés pendant ces manœuvres. Voyages en pleine chaleur dans des AMX 10, surpeuplés et surchargés.

Les soldats mis en condition de combat, avec uniquement des rations de survie. Les conditions des gradés sont bien sûr, totalement différentes.

Quant à la sécurité, elle était inexistante, car même s'il y eut un accident grave, les autorités militaires ont caché soigneusement les accrochages entre véhicules, l'évanouissement, etc.

Ensuite, les soldats ont parlé de la campagne sur les transports, organisée nationalement par les comités. Tout d'abord en dénonçant les inégalités dans la répartition des permissions, des chantages qu'elles occasionnent, la durée du voyage, qui les ampute de beaucoup. Face à cela, en liaison avec le deuxième R. H. d'Orléans, les comités ont réclamé le décompte des heures de transport, de la durée des permissions, la gratuité totale des trajets sur le réseau SNCF. Cette campagne a recueilli un vaste écho dans les trois caser-

nes concernées et a été l'objet de nombreuses discussions entre les soldats.

UN MECHOUI A DEUX MILLIONS ET DEMI !

Ensuite, il fut question des conditions de vie et de sécurité dans les casernes de Tours. A l'EAT, régiment de transport, les soldats ont parlé de l'état du matériel : camions qui ne freinent pas, jeeps qui se retournent. Les responsables des véhicules sont passibles de prison en cas d'accrochage. Ce sont aussi eux qui, même sans expérience, conduisent et réparent les camions. La paie des appelés : 240 F par mois, journée parfois de 20 heures pour les

chauffeurs, de 10 heures dans les cuisines, a été dénoncée. Quant à la sécurité, on peut en juger lorsqu'on sait qu'à Cinq-Mars-la-Pile, l'infirmier n'a comme matériel qu'une boîte de pansements, un flacon d'éther, et une boîte à pharmacie verrouillée... dont il ne possède pas la clé ! Et pour toute ambulance, un vieux Citroën. En parallèle, les soldats de la B.A. 705 ont révélé qu'un méchoui était organisé pour gradés, coûtant la bagatelle de deux millions et demi d'anciens francs ! D'où vient cette somme lorsqu'on sait, ce qu'est l'ordinaire des appelés ?

Les soldats de l'EAT ont fait part de prises d'armes interminables où les jeeps devaient être briquées et cirées, pour ensuite être rendues à leur état normal.

APRES 78, LA LUTTE CONTINUERA

Il a été ensuite rendu compte de l'activité et de la vie politique des comités de soldats ; des publications telles «la cigogne rouge», «journal de la B.A. 705» et, «un train

peut en cacher un autre», «journal de l'EAT» sont diffusés dans les casernes. La campagne pour les transports s'est matérialisée, outre les discussions, par un collage massif de vignettes dans les casernes et par des cartes envoyées aux différents commandants, exigeant des transports gratuits.

A travers la plateforme et le tract de la B.A. 705, le problème qui se pose est bien celui de la nature de classe de l'armée. Dénonçant l'armée, briseuse de grève, anti-ouvrière et anti-populaire, l'armée au service de la bourgeoisie qui intervient dans les pays du Tiers-Monde, les comités de soldats ne se font aucune illusion quant aux projets du PCF ou du PS pour l'armée, lorsqu'ils écrivent que les déclarations d'Hernu sur la Défense nationale sont aussi loin de la lutte des soldats que les positions de Chirac.

En 77, avec la droite au pouvoir, les comités de soldats luttent.

En 78, avec la gauche au pouvoir, la lutte continuera !

Grandes manœuvres en Eure-et-Loire : «il faut habiter les civils à voir des militaires à l'extérieur des casernes».



Manifestations anti-autonomistes en Corse UN ÉCHEC CUISANT

Comme on s'y attendait, la «revanche des élus» a lamentablement échoué : les manifestations «contre la violence et le séparatisme» appelées par les élus à Ajaccio et Bastia ont rassemblé respectivement mille et cinq cents personnes.

Quant aux manifestations appelées en fin d'après-midi par le PCF, elles n'ont pas connu un succès plus grand : trois cents manifestants seulement à Bastia.

Pourtant, tout avait été fait pour que cette journée soit une démonstration d'opposition aux autonomistes : pour la première

fois, la journée anniversaire de la libération de l'île était fériée, par décision du préfet. La CGT s'est aussitôt félicitée de cette mesure, tandis que la CFDT, de son côté, dénonçait la manœuvre grossière.

Quant à l'échec des manifestations du PCF, il est d'autant plus cuisant que depuis trois semaines, ce parti faisait un véritable forcing pour y appeler : chaque jour, dans la presse régionale, les communiqués succédaient aux communiqués.

Mais vendredi, le peuple corse a montré nettement qu'il n'entendait pas renoncer à ses aspirations.

Etats-Unis : des crédits pour l'énergie solaire

La chambre américaine pour le développement de l'énergie solaire vient de débiter un crédit de 39 millions de dollars (environ 20 milliards de nouveaux francs) pour l'achat de cellules solaires. Cette décision intervient après la publication d'un rapport de l'Administration Fédérale de l'Energie, qui préconise l'utilisation des cellules solaires à la place des générateurs d'énergie conventionnels. Le rapport estime que le prix de revient de l'énergie solaire pourrait passer de 15,5 dollars par watt à 75 cents (soit vingt fois moins) en cinq ans, si 440 millions de dollars sont investis dans l'achat de cellules. L'utilisation de l'énergie solaire pourrait alors permettre de couvrir les besoins en électricité d'une municipalité, pour l'éclairage des rues, des aéroports et des parkings. L'argument suprême du rapport est bien sûr que le solaire constitue «un vaste marché à conquérir».

Racisme et «protection des vieux» dans l'Yonne

Dans une lettre adressée aux personnes âgées du canton d'Aillant-sur-Tholon, le maréchal des Logis-chef, Bienaimé, commandant la brigade de gendarmerie, leur donne quelques «conseils utiles» pour se défendre contre tout risque d'agression. Voici la première de ces recommandations : «Ne vous laissez pas contacter par des ramoneurs du genre «gitan» ou «nomade». Ne les laissez pas entrer chez vous, n'acceptez pas leur proposition de travaux», plus loin, on trouve encore : «Ne laissez pas entrer chez vous les personnes inconnues... et surtout les femmes gitans... Racisme, méfiance pour celui qui est «différent». Voilà ce que cette lettre vise à entretenir parmi les vieux.

«JEUX» RACISTES A PIERRELATTE

Quatre travailleurs immigrés rentraient du travail en cyclomoteurs, à Pierrelatte (Drôme), quand ils ont été rattrapés par une voiture : les passagers les ont poussés dans le fossé, blessant grièvement l'un d'eux. Les quatre jeunes racistes qui ont commis cette agression ont été arrêtés.

EXECUTION A LA PRISON DES BAUMETTES

Hamida Djandoubi, proxénète tunisien de vingt-huit ans a été exécuté ce vendredi matin à 4 h 40 à la prison des Baumettes. Il avait été condamné à mort au mois de février dernier pour assassinat avec tortures, viols et sévices.

Rapport sur l'absentéisme

CONTROLE SECUREX GENERALISE

Un rapport confidentiel d'un inspecteur des finances vient d'être remis au gouvernement sur les arrêts de travail. Ce rapport préconise plusieurs mesures répressives pour faire diminuer le nombre et la durée des arrêts maladies, mais pas les maladies et la fatigue.

Un ordinateur étudiera les arrêts de travail de chaque salarié et établira des listes noires de ceux qui en prennent trop.

En cas d'infraction : arrêt de travail jugé non

justifié, d'absence lors du contrôle, le malade verra ses indemnités journalières supprimées et le médecin «complaisant» pourra être sanctionné par l'Ordre des Médecins et même poursuivi judiciairement. Le nombre des contrôles sera augmenté.

Les indemnités journalières seront forfaitaires, fixées à 35 F par jour, elles seront impossibles.

Le délai de carence serait porté de trois jours actuellement à sept jours :

perte sèche entre 200 et 300 F.

Un tel système, s'il est mis en place répondra parfaitement aux vœux du patronat qui avait déjà commencé à faire sa propre police médicale pour traquer les arrêts de travail. La police médicale Securex, à la demande des patrons, effectuait des contrôles, en plus de ceux de la Sécurité Sociale. Les ouvriers jugés «tire aux flancs» par des médecins flics étaient sanctionnés. C'est un tel système qui

risque de s'étendre, pris en charge par l'Etat.

Avec le système actuel, les travailleurs hésiteront avant de prendre un arrêt maladie en raison de la ponction sur le salaire que cela entraîne. Avec les propositions de ce rapport, ils seraient contraints à travailler malades ou fatigués. Certes ce ne sont encore que des propositions, mais elles doivent être rigoureusement dénoncées car tous les mauvais coups du pouvoir se préparent toujours ainsi.

LUTTES OUVRIERES

PROVOCATION CONTRE LES «MONTEFIBRE»

Les «Montefibre» devaient arriver à 15 heures vendredi à Paris. Ils furent précédés par l'arrivée peu discrète de plusieurs cars de CRS, autour du Ministère du Travail et de l'Industrie. A 15 h 30 quatre cars, recouverts d'affiches arrivaient, avec les travailleurs de St Nabord accompagnés pour la plupart de leur femme et de leurs enfants. Ils expliquaient immédiatement la cause de leur retard : partis à 6 h du matin, ils avaient été

contraints de s'arrêter à Épinal pour louer un nouveau car, devant l'affluence des travailleurs désirant venir manifester à Paris !

Arrivés à la Courneuve, dans la région parisienne, les cars étaient aussitôt escortés jusqu'à proximité du Ministère par d'autres cars... de CRS, le pouvoir craignant que les «Montefibre» n'organisent quelque «action surprise».

Une fois les banderoles dépliées, un cortège se formait rapidement. Aussitôt, des dizaines de flics prenaient position sur toute la largeur de la rue menant chez Beullac. La manifestation scande alors «Montefibre peut vivre, Montefibre vivra». Dès lors les provocations des flics se succèdent. Un car d'une cinquantaine de CRS double la manifestation sur le côté, manquant de peu écraser plusieurs travailleurs. Puis un flic bouscule un «Montefibre» qui enlevait les barrières mises en place, gênant le passage. Les travailleurs se regroupent alors et avancent aux cris de «Nous voulons du travail dans les Vosges». Mais ils sont contraints d'avancer sur le trottoir... que les flics barrent également. Retour dans la rue où les ouvriers, le poing levé cette fois, crient leur colère.

La délégation syndicale traverse difficilement le cordon de flics pour se rendre non pas chez Beullac comme prévu, mais chez un de ses sous-fifres, le premier refusant de les recevoir.

Une ouvrière, son fils à la main, s'empare alors du mégaphone et crie «Nous voulons vivre et travailler dans les Vosges !». Du côté de la circulation deux travailleurs hissent une banderole «Du fuel, du Caprolactame, pas de glycol !», (matière destinée à arrêter les installations de Montefibre).

Deux heures plus tard, vers 5 h 30, les travailleurs sont toujours là, affirmant leur volonté de continuer la lutte : «Montefibre n'est pas mort, car il lutte encore» chantent-ils (il est 18 heures). La délégation inter-syndicale ressort enfin du Ministère du Travail et fait un compte-rendu de l'entrevue.

A quoi se résume-t-elle ? Le gouvernement qui, ces derniers jours, déclarait à qui voulait l'entendre «qu'il était préoccupé du sort des 1039 salariés de la Montefibre» et qu'il «recherchait des solutions» avec différents groupes, fait savoir, comme on pouvait s'y attendre, que la reprise de Montefibre n'intéresse personne pour le moment.

**LE GOUVERNEMENT :
«NOUS NE POUVONS
RIEN FAIRE»**

Et pour cause : après avoir massivement investi dans les années 70, dans la fibre synthétique, après



avoir mis sur pied des unités de production géantes pour abaisser les coûts de production face à leurs concurrents, les groupes chimiques ont abouti à inonder le marché de produits synthétiques. Aujourd'hui, il est connu que dans l'ensemble, ce secteur ne tourne qu'à 68 % de ses capacités.

La plupart des trusts capitalistes préfèrent maintenant investir dans d'autres productions. Certes, deux ou trois groupes chimiques font exception à la règle... en apparence du moins : dernièrement, des offres d'achat répétées de l'usine de St Nabord ont été faites par Dupont de Nemours (groupe chimique américain) et I.C.I. (International Chemical Company) premier groupe anglais de polyester et de polyamide. Il est toutefois évident que ces groupes

ne s'intéressent à Montefibre que pour prendre possession du matériel ultra-moderne du point de vue technique que l'usine recèle, et dans le but de s'en servir «quand le marché sera à nouveau favorable», contre la Montedison... c'est-à-dire dans les années 80, suivant les prévisions mêmes de ces deux groupes !

Et la Montedison elle, à l'inverse, n'envisage de traiter avec un concurrent direct que d'une seule manière : en vendant à l'un d'entre eux, un certain nombre de machines... dissociées des plus modernes !

Les travailleurs de Montefibre, de plus en plus conscients de cette réalité, ne sauraient faire les frais de la concurrence, de l'anarchie de la production capitaliste. Comme le disait l'un d'eux hier : «Ce

sont leurs «problèmes», leurs «difficultés», leurs «soucis», pas les nôtres ! Nous voulons 1 039 emplois !» La lutte va être difficile : la bataille à St Nabord ne peut logiquement que se durcir !

Dans l'immédiat, les «Montefibre» doivent se lancer dans une troisième «bataille du fuel», puisque les stocks seront épuisés au plus tard dimanche. Les «Montefibre», pour cela, vont manifester devant le domicile de Poncelet, à Remiremont. Mais vendredi, nombre de travailleurs ne se faisaient guère d'illusions. Poncelet, d'ailleurs vient de déclarer qu'il ne pourrait les recevoir que «ce soir... à 10 heures ou demain matin...» alors que le fuel sera déjà épuisé ! Alors, il va falloir prendre d'autres moyens !

Richard FEUILLET

SALAIRES DES CHEMINOTS : 2,6 % EN SEPTEMBRE

Au dixième de pourcentage près, les cheminots ont eu droit aux mêmes propositions dérisoires de la part du gouvernement 2,6 % en septembre. Les sept fédérations de cheminots feront connaître leur réponse le 19 septembre. La CFDT commentait ainsi ces propositions : «Ce n'est pas sérieux. Un cheminot débutant a perdu depuis le début de l'année 240 F de son pouvoir d'achat d'après l'indice INSEE. Toujours d'après les prévisions officielles de hausse des prix, ce n'est pas 2,6 % qui permettrait de rattraper le retard, mais 5,1 %... Vingt

pour cent de cheminots gagnent moins de 2 300 F par mois».

Par contre, il semblerait que la direction SNCF serait revenue sur son projet de supprimer 10 000 postes d'agents de conduite. Les syndicats annulent donc l'ordre de grève qu'ils comptaient lancer : «nous ne prévoyons pas d'action immédiate d'ampleur nationale». Mais la vigilance s'impose : 400 postes seront supprimés, suite à l'électrification de la rive droite du Rhône. Un mouvement est prévu dans la région Sud Ouest, avant la fin du mois.

Coffres forts Ducerf : «inutile de se présenter»

«Inutile de se présenter à l'entreprise», c'est ce que les 120 employés de la Société Ducerf ont appris à leur retour de vacances. Le 5 septembre, c'était le dépôt de bilan. C'est le deuxième, puisqu'en 74, elle avait déjà failli fermer. Des chambres fortes pour les banques, elle était passée à un matériel de plus petite taille.

Toujours est-il que les ouvriers n'ont pas encore touché leur paie d'août, et qu'ils n'ont droit à aucune indemnité, n'ayant pas été licenciés légalement. L'usine de Corbie, en Picardie, est occupée jour et nuit.

Hachette : consolider le marché et licencier

Près d'un millier de licenciements sont prévus à la néo gravure. Une délégation CGT-CFDT étaient reçue par le directeur des relations du travail d'Hachette, qui a bien confirmé que c'était avec Hachette que les négociations devaient se passer, qui a expliqué les projets du groupe pour la Néo gravure, mais qui n'a rien dit sur les licenciements.

Réparations navales Terrin-Marseille

Le groupe Terrin employait 4 180 personnes, c'était un des plus importants en France. Le tribunal de commerce de Marseille a accepté un plan de redressement qui prévoit la restructuration des douze sociétés du groupe initial en deux groupes, l'un s'occupant du secteur industriel, l'autre des réparations navales.

La Rochelle : Cheret

L'entreprise Cheret, première fabrique française de voiles de compétition, dépose son bilan. Une réunion aura lieu le 22 septembre entre les syndicats des personnels de la plaisance et la fédération des industries nautiques. L'emploi de 54 salariés, dans une ville où le taux de chômage est très élevé, est en jeu.

Furnon revient sur scène

On n'avait pas reçu Gérard Furnon depuis qu'au début du mois, il avait «démissionné», laissant le soin aux pouvoirs publics de régler l'affaire, comme il disait. Le voilà qui reparait, et par la grande porte : celle de TF 1, aux informations d'une heure. Il a de nouveau lancé un torrent d'injures contre la CGT, qui avait pour but selon lui, de «détruire l'entreprise Furnon», où les conditions de travail étaient, paraît-il si douces. Pourtant, pas de droit de parler, de chanter, de rire. Les cadences, et toute la journée, Cloco et Sheila dans les oreilles, diffusés par haut parleur... Furnon s'y connaît, lui, en «destruction» d'entreprises, puisque c'est encore lui qui a fermé la CIP, dans le Nord. Là, ce n'était pas la CGT, mais la CFDT... Selon lui, «l'affaire Furnon, devenue un test national, est l'événement socio-politique le plus important de ces dix dernières années». Sans aller jusque là on peut dire qu'elle donne une idée de ce que risquent de faire un certain nombre de patrons, une fois la gauche au pouvoir, sous prétexte de règlement de comptes avec elle.

Payraudeau, à Nantes

300 personnes sont licenciées, personnel de bureau et ateliers de la société Payraudeau, qui vient d'être mise en règlement judiciaire. Elle était spécialisée dans les maisons préfabriquées.

Air Alpes : «Compression de personnel»

Le nouveau PDG d'Air Alpes et l'ancien viennent d'annoncer un plan de redressement financier de la compagnie. Il y aura des licenciements, sur lesquels les nouveaux directeurs restent muets.

abonnez-vous



LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

A un abonnement à

- Front Rouge, revue politique et théorique du PCRmi ☐
- Pékin Information ☐
- La Chine en Construction ☐
- Réception du Manifeste pour le Socialisme ☐

et à un livre ou un disque au choix

- Le tome V de Mao Tsé Tung, dès sa parution en France ☐

Ou parmi les livres :

- Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un militant communiste (Paul Lejeune) ☐
- La Commune en bandes dessinées ☐
- Les dix jours qui ébranlèrent le monde (John Reed) ☐
- Ma plume au service du prolétariat (Maoran) ☐
- Les enfants de Xisha (Maoran) ☐
- Danger ! Amiante (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu CFTD, CGT, FEN) ☐
- La Commune de Paris (Lassagarsy) ☐
- La Chine à la mort de Mao (Alain Bouc) ☐

Parmi les disques :

- Ken Bale la poblek breizh, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons ☐
- Viva la Vida, Carlos Andreou ☐
- Terre de ma patrie, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balatine ☐
- Radio Renaissance, chants interprétés par le GAC ☐
- Au choix, disques chiliens : Checco ☐
- Chile ☐ Resistencia ☐
- Naussac ☐
- La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants ☐
- Ki Du (Gilles Servat) ☐
- Ça branle dans le manche (François Tusques) ☐
- Le pouvoir des mots (Gilles Servat) ☐
- Dansons avec les travailleurs immigrés (François Tusques) ☐

sur présentation de la carte abonné ami du Quotidien du Peuple

- réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes (liste sur demande)
- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRmi

NOM (en capitales)

Prénom

Adresse

Ville

Date

Abonnement normal 350 F ☐Abonnement de soutien 800 F ☐F ☐Mode de versement : - en une fois ☐ - en trois fois ☐

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix. Découpez suivant le pointillé et renvoyez au Quotidien du Peuple.

BP 225 75324 Paris Cédex 19.

Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F, et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

LUTTES OUVRIÈRES

Le 12 septembre, Lip au Tribunal de Commerce

QUEL AVENIR POUR LES LIP ?

Lundi 12 septembre, le Tribunal de Commerce de Besançon doit se prononcer sur la liquidation de Lip. Pour les 800 «Lip», c'est une date importante.

Ils savent que côté gouvernement, il n'est pas question de relancer Lip. Depuis seize mois, il n'y a eu aucune proposition, au contraire : les licenciements continuent dans l'horlogerie : 200 à Rectus Hora dernièrement, et une dizaine de petites boîtes qui ont fermé. Aujourd'hui 700 travailleurs sont en règlement judiciaire. Au niveau du pays, les chiffres officiels sont éloquentes : entre 70 et 77, les importations de montres ont augmenté de 150%. La montre à quartz n'a fourni que 40 postes de montage au total. L'opération Montrelec a été un fiasco : 6 emplois créés en 76 sur 105 promis, 5 000 montres à aiguille produites sur 20 000, aucune montre à quartz sur les 7 000 envisagées !

A Besançon, d'un point de vue d'ensemble, c'est la fermeture probable de Rhône-Poulenc, des Compteurs, c'est la menace sur le dépôt SNCF.



La gauche ? Les «Lip» savent bien qu'il ne faut pas en attendre des merveilles. S'ils avaient des doutes, les déclarations du maire PS de Besançon sont plus que claires (cf. encart). Du moins, ils pensent pouvoir la forcer à quelque chose, une fois qu'elle sera au pouvoir. Gagner du temps, maintenir l'outil de travail, telle est la logique qui s'est de fait imposée. Forcer la gauche à prendre en considération tout le travail

fait par les «Lip» pour enclencher une solution.

Dans la perspective de l'échéance du 12, divers

sur l'issue possible de cette bataille. Quelle garantie donnerait une telle reprise, dans le contexte actuel ? Comment vérita-

Pour le PS :

«Il faut absolument crever l'abcès...»

Depuis son élection, M. Schwint, le nouveau maire PS de Besançon «s'occupe» des Lip. A sa manière : en juillet, il leur tenait ce discours :

«Il n'est pas suffisant de condamner, de remplir les journaux de déclarations, de protestations. Certes, il faut vous défendre, mais il est aussi urgent de réfléchir à l'avenir des Lip et d'envisager des solutions positives et constructives (...)

«La victoire de la gauche en 78 doit être une espérance, mais pas une illusion. La gauche aura de graves problèmes à résoudre, ce ne sera pas le pays de cocagne du jour au lendemain.

(...) Soyez très conscients des réactions de l'opinion publique lasse, qui en a «ras le bol», et souhaite voir se terminer un conflit qui n'a que trop duré et donne à Besançon une image de marque ni agréable ni glorieuse. Il faut absolument crever l'abcès (...)

«La municipalité a proposé d'acquiescer le terrain et les bâtiments... Que se passera-t-il lorsque nous serons propriétaires ? Avez-vous des propositions à faire ? Peut-être pourrions-nous vous proposer quelque début de solution partielle, car je n'ai jamais rencontré un seul investisseur qui envisage de reprendre l'ensemble. Si nous avons une proposition ferme et sérieuse qui ne pourrait au départ procurer que 100 ou 200 emplois, que devons-nous faire ? Je vous demande de réfléchir et de m'informer (...).

projets ont été mis sur pied, pour être opposés au Tribunal : ceux déjà connus, d'accords avec l'Algérie. D'autres, comme un projet de reprise de l'usine ; sans doute sous forme de coopérative, bien que le mot soit banni. Un plan détaillé a été préparé par Garcin, qui faisait partie de la direction avant la liquidation, et qui est au PS. Ce plan détaillerait précisément le volume de production par secteur (armement, horlogerie) et porterait sur plusieurs années.

Ces propositions permettraient d'obtenir un délai du tribunal. Dans l'hypothèse où le tribunal trancherait, comment poursuivre la lutte ?

Beaucoup, à Lip, s'interrogent avec inquiétude

blement forcer la gauche à donner du travail, à Palente, à 800 «Lip», quand le maire PS parle comme d'un maximum hypothétique, comme d'un «début de solution partielle», la reprise avec 100 ou 200 «Lip» ?

Monique CHERAN

Secteur public : vers quelle riposte ?

Après l'échec des négociations salariales dans le secteur public et nationalisé, la CGT estime qu'il est «indispensable d'organiser dans les semaines qui viennent une riposte coordonnée de niveau élevé et unitaire». Riposte sur laquelle on n'a pas plus de précision.

Les employés en grève

Le personnel de la Tour Montparnasse s'est mis jeudi en grève illimitée : gardiens, hôtes, pompiers et personnel d'entretien. Ils protestent contre le licenciement de l'un d'entre eux, le non-respect des contrats de travail, et l'insuffisance des salaires.

La Tour Montparnasse, construite à coups de milliards, ce n'est pas un paradis, pour les employés. Ceux de la piscine, construite en sandwich entre des niveaux de parkings et les étages de la Tour, ont perpétuellement

des maux de tête : l'air est conditionné, mais d'une drôle de façon : il est pompé directement sur la terrasse où sont évacués les gaz du parking immense de la Tour. Le personnel ne peut guère tenir le coup plus de 6 mois. Rien n'est fait pour améliorer ces conditions, il faudrait tout démolir !

Dans les étages, c'est pour le personnel tous les maux de l'air conditionné, dont les bronchites. Quant aux salaires, il sont sans rapport avec le luxe de la Tour.

PAKISTAN : Bhutto accusé de meurtre

Le chef de la junte militaire au pouvoir a déclaré qu'il avait la preuve formelle du fait que l'ancien premier ministre Ali Bhutto avait personnellement ordonné un meurtre politique. En marge d'un rapport de police, il avait écrit «Éliminez-le» à propos d'une personne dont l'identité n'a pas été révélée et qui fut effectivement assassinée.

TURQUIE

La police turque a tué six personnes et blessé cinquante autres en tirant sur des manifestants qui s'opposaient à la destruction de maisons construites sans autorisation dans la banlieue d'Istanbul.

VÉNÉZUÉLA

Selon le ministère de l'Intérieur, un groupe de guérilleros a bien occupé le village de Calgua, à 340 km, à l'Est de Caracas.

AFRIQUE AUSTRALE

Le chef de l'État nigérien poursuit un voyage dans l'ensemble des capitales des pays de première ligne, confrontés aux régimes racistes de Prétoria et Salisbury. Il rencontre également tous les chefs des mouvements de libération. Cette tournée diplomatique est l'une des plus importantes entreprises par un chef d'État africain dans la région.

SOMALIE ÉTHIOPIE

Alors que la rupture des relations diplomatiques entre la Somalie et l'Éthiopie est désormais officielle, la mission de médiation congolaise a souligné l'urgence d'une «solution africaine» au conflit qui oppose les deux pays.

ZAMBIE

À la suite des agressions et des menaces constantes du régime raciste de Rhodésie, le président Kaunda de Zambie a décrété le couvre-feu à 20 heures dans toutes les localités des trois provinces frontalières.

OUGANDA

Amin Dada, qui simulait une maladie pour ne recevoir aucune délégation réclamant la clémence, a fait exécuter quinze personnes, vendredi soir, en pleine ville de Kampala.

Après le congrès des T.U.C.

GREVES EN GRANDE-BRETAGNE

Le Congrès des syndicats britanniques (T.U.C.) a, au mépris de la volonté de lutte exprimée notamment par les travailleurs de British Leyland et de Grunwick, renouvelé son soutien au gouvernement travailliste pour sa politique d'austérité. Depuis 1975, les directions syndicales s'engagent à accepter par avance une limitation des revendications syndicales pour l'année. Elles ont cautionné une baisse sans précédent du pouvoir d'achat des travailleurs, alors que le chômage continuait de s'accroître, touchant 1 600 000 travailleurs. Scanlon, dirigeant du syndicat de la Métallurgie, a mis tout son poids dans la balance. C'est déjà lui qui avait saboté la grève de British Leyland en lançant des appels publics à la reprise.

Beaucoup de délégués des T.U.C., mis en minorité au Congrès de Blackpool, ne se sentent pas liés par les engagements imposés par les directions syndicales. Les mouvements de grève en cours actuellement continuent. Les contrôleurs aériens poursuivent leur mouvement pour obtenir une amélioration de 17% de leurs salaires. British Leyland est en grande partie paralysée par la grève des travailleurs de l'entreprise de sous-traitance Lucas : ceux-ci, au nombre de 1 200, exigent des revalorisations de salaires supérieures à celles prévues par le gouvernement et la garantie de l'emploi. Dans le secteur de la boulangerie industrielle, les 33 000 ouvriers boulangers de trois entreprises anglaises étaient en grève same-

Angleterre : les syndicats et l'Europe

Au cours du congrès des syndicats britanniques, une motion demandant le retrait de l'Angleterre du marché commun a été rejetée. Ainsi, les TUC qui s'étaient jusqu'à présent opposés à la participation britannique à l'Europe, viennent-ils de bloquer toute tentative au sein du parti travailliste de remettre en cause cette participation.

Par ailleurs, la direction du syndicat a fait bloquer une motion qui condamnait la répression dans les pays de l'Est, et notamment en URSS. Selon le chef du syndicat des transporteurs, il faut éviter les affrontements dans les rapports avec les pays de l'Est et plutôt leur demander des explications !

di après de nombreux débrayages spontanés la semaine dernière. Dans la presse, les travailleurs du groupe Beaverbrook ont fait grève empêchant la parution de deux journaux,

l'Express et *l'Evening Standard*. Beaverbrook avait en effet mis à pied 161 travailleurs pour avoir tenu une réunion syndicale pendant les heures de travail.

SCHMIDT VEUT-IL NÉGOCIER ?

Alors que la censure sur l'enquête est totale, il est impossible de savoir si le gouvernement allemand cherche véritablement à négocier avec le commando qui a enlevé Schleyer ou s'il tente toujours, de gagner du temps. Toute la semaine, il a ignoré les ultimatums envoyés par les ravisseurs, prétendant les avoir reçus trop tard pour y répondre et cherchant toujours à gagner un nouveau délai. Il a bloqué la publication des communiqués par lesquels le commando voulait rendre publiques ses exigences.

Le gouvernement de Schmidt a proposé la médiation de Denis Payot,

président de la Ligue suisse des Droits de l'Homme. Celui-ci a précisé qu'il n'aurait qu'un rôle d'intermédiaire, donnant la garantie de ne pas être écouté par la police allemande.

En 1972, aux jeux de Munich, l'État allemand avait montré qu'il n'acceptait pas d'être défié : alors qu'il menait des négociations et que l'évacuation du commando palestinien avait commencé, il avait fait tirer sur les ravisseurs et les otages, préférant le carnage au recul. Aujourd'hui, même s'il commence à négocier, le gouvernement allemand recherche l'épreuve de force.

IL Y A 4 ANS, LE COUP D'ÉTAT AU CHILI



Quatre années après le putsch fasciste à Santiago, c'est toujours la terreur fasciste dans les «poblaciones», les bidonvilles de la banlieue de Santiago, ou dans les cités ouvrières.

Ce n'est plus uniquement les descentes de l'armée qui étaient quotidiennes au lendemain du putsch. Les

gens disparaissent. La police spéciale que Pinochet a mise en place pour réaliser ces enlèvements, la DINA, a été «dissoute» à la fin du mois d'août. En réalité, si le sigle a disparu, l'action quotidienne de la DINA se poursuit. On disparaît toujours au Chili. Et également hors des frontières du Chili, car la DINA

a ses entrées aux États Unis, en France, en Belgique, pour harceler et assassiner les réfugiés chiliens. A Bruxelles, le 25 août, André Van Lancker, ancien conseiller d'Allende, était assassiné. Il avait rendu public tous les noms et les fonctions des tueurs de Pinochet en Belgique.

Australie : importants mouvements de grève

D'importants mouvements de grève sont en cours dans différents secteurs pour la troisième fois en un mois. 20 000 ouvriers des transports ont fait une grève de 24 heures pour exiger une hausse des salaires. Dans les postes, à Sydney et à Melbourne, depuis un mois, les grèves tournantes sont organisées pour la réduction du temps de travail. Dans une entreprise de béton, les 200 ouvriers et 80 foreurs poursuivent une longue grève, dans les champs pétrolifères. Tous les mécaniciens d'ascenseurs et 2 000 électriciens d'une région, la vallée de Latrobe, sont également en grève.

Chili : transfert du bureau de la CEE

Le bureau de la CEE pour l'Amérique du Sud sera transféré de Santiago du Chili à Caracas, la capitale du Venezuela, d'ici la fin de l'année. C'est Mme Allende, la veuve du président chilien assassiné lors du coup d'État fasciste, qui a annoncé cette nouvelle après avoir rencontré le président de la CEE, Roy Jenkins. Selon elle, Jenkins lui aurait dit que ce transfert était une manière de «protester contre les violations des droits de l'homme au Chili». La communauté ne devrait plus fournir d'aide économique au Chili. Seule une aide humanitaire et effectuée par des organisations non gouvernementales seraient autorisées, a précisé Jenkins.

Afrique du Sud : bombes au Cap

Des bombes ont explosé au Cap mercredi dernier, des tracts ont été lancés et une banderole accrochée à l'un des grands immeubles de la ville, pour protester contre le régime raciste.

A Soweto, la grève des cours est quasiment totale depuis la rentrée. Une manifestation était organisée mercredi. La police a chargé pour la disperser alors qu'elle se dirigeait sur Johannesburg.

URSS : le K.G.B. en direct

Andropov, chef du KGB, la police politique de Brejnev a, dans un discours retransmis à la télévision, violemment attaqué les dissidents, définis comme «personnes qui ont perdu le contact avec la société et fournissent des informations mensongères à l'étranger». Il a prétendu que le nombre des dissidents diminuait. Il a enfin défini ainsi sa conception de l'humanisme soviétique : «mettre fin aux actes de ceux qui empêchent de vivre tranquillement et de travailler.»

Pologne : queues devant les magasins pour longtemps

Le premier secrétaire du parti «ouvrier» unifié de Pologne, Edward Gierek, s'est fait interviewer par Mourousi sur TF1 à l'occasion de la visite qu'il effectue en France à partir de lundi. Interrogé sur l'inflation dans son pays, il a annoncé que le manque de viande se ferait sentir pendant une longue période et qu'il ne pouvait promettre que les queues devant les magasins disparaîtraient dans les mois qui viennent.

ITALIE

Le capitaine Capozzella, qui dirigeait les carabinieri chargés de la garde de Kappler au moment de son évacuation, a été arrêté. Il est accusé de désobéissance pour avoir supprimé, au début de l'année, les rondes autour de l'hôpital militaire.

ALLEMAGNE

Le ministre de l'Économie a démissionné pour prendre la tête de la deuxième banque allemande, la Dresdner Bank. Ce n'est donc pas lui qui va mettre en action le plan de relance allemand qu'il a préparé.

INTERNATIONAL

Catalogne

11 SEPTEMBRE, LA FÊTE NATIONALE SANS GÉNÉRALITAT

• La «*Diada Nacional*» le Jour National, se célébrera cette année encore sans que la Generalitat — le statut d'autonomie — soit rétabli. Un million de personnes sont attendues à Barcelone le 11 septembre, pour exiger un véritable statut d'autonomie, en attendant de conquérir le droit à l'autodétermination.

LE GOUVERNEMENT : ALLER VITE DANS LA RESTRUCTURATION DES APPARENCES

Le gouvernement Suarez est manifestement décidé à se presser pour se débarrasser du problème catalan. Un accord semble être intervenu entre Suarez

et Taradellas, le président en exil de la Generalitat. Cependant, les parlementaires catalans se sont rendus hier à Madrid pour de nouvelles discussions. C'est là le signe d'un malaise, voire de dissensions entre Taradellas et les parlementaires, qui se sentent un peu court-circuités par l'accord inter-

venu. C'est aussi le signe que tout ne va tout seul pour Suarez.

En réalité, cet accord est très au-delà des exigences du peuple catalan. Il va moins loin que le Statut de 1932. La Catalogne n'aura pas le droit d'élaborer son futur statut d'autonomie, qui sera du ressort des Cortès (le Parlement) où les partis centralisateurs sont dominants. Il y aura un «*Conseil*», un Gouvernement Catalan, qui sera désigné directement par Taradellas, et qui ne reflètera pas nécessairement les résultats électoraux, très peu favorables à l'UCD (Union du Centre Démocratique) de Suarez (15% des voix). Il est question également de l'institution d'un «*organisme consultatif*», consultatif, choisi dans les mêmes conditions que le gouvernement. Mais ce gouvernement aura des pouvoirs strictement administratifs, très limités, puisque l'Administration Centrale de Madrid aura tout le loisir d'opposer son veto.

LE «SYMBOLE TARADELLAS»

La présidence des quatre députations provinciales de Catalogne, ainsi que celle de la Generalitat, sera assumée par Taradellas. Depuis de longues années, le peuple catalan s'est identifié à Taradellas, symbole d'une lutte opiniâtre pour les droits catalans. Il y a quelques mois encore, le retour d'exil de Taradellas semblait impensable. C'est dire que sur ce point, le gouvernement Suarez a fait une concession importante. Mais ce qui hier était un symbole incontesté le restera-t-il demain ? Certains pensent qu'il faut encore ménager Taradellas. Mais ce que le peuple catalan entend exiger le 11 septembre, c'est une véritable Generalitat, disposant de pouvoirs politiques et administratifs qui ne dépendent pas de Madrid. Il exige un authentique gouvernement provisoire, le droit d'avoir son budget, de lever des impôts, d'en conserver en Catalogne une partie, etc. Cela, Suarez ne le veut à aucun prix, car un tel Statut lèserait les intérêts du

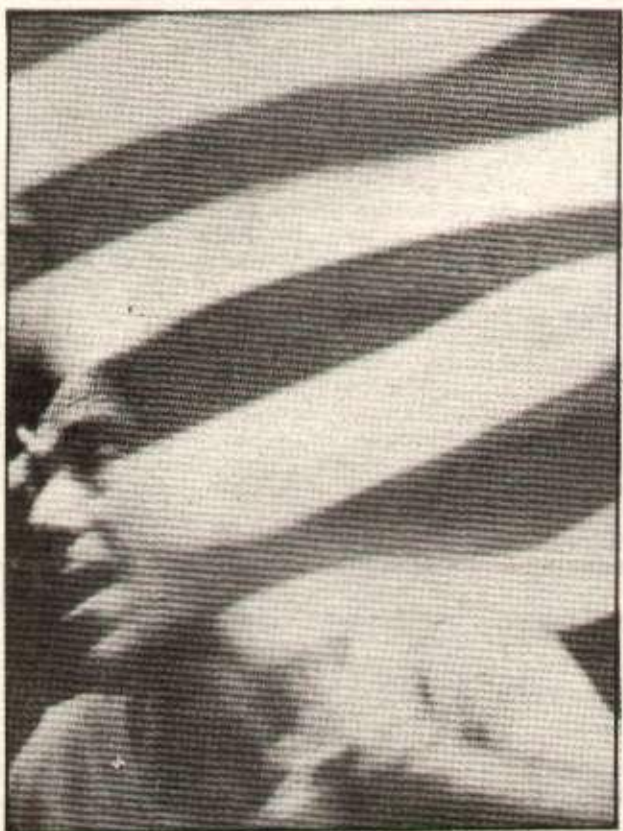
capitalisme monopoliste, centralisé, dont il est le représentant. L'armée, très soucieuse d'une certaine conception de l'unité nationale, au détriment des nationalités, ne veut pas en entendre parler. Voilà pourquoi Suarez veut aller vite, ce qui est une manière pour lui de gagner du temps. Il cherche des appuis du côté des libéraux, Jordi Pujol entre autres et le démocrate-chrétien Canyellas. Ces appuis, il pourrait bien les trouver, et pas seulement de ce côté-là...

L'AFFAIRE BENET

Quel est le rôle exact joué aujourd'hui par le président Taradellas ? Il a destitué, sans en avoir le droit, le sénateur Joseph Benet, celui qui a été élu avec le plus grand nombre de voix, plus d'un million. Pourquoi ? On rappelle en Espagne que Benet avait déjà critiqué le déroulement des négociations, et plus durement que cette fois-ci. Et c'est un secret de Polichinelle que Benet, sénateur «*indépendant*», est très proche du PSUC, le parti révisionniste catalan, dont il fait la politique. L'explication se trouve peut-être dans les fonctions que Benet aurait pu légitimement espérer occuper dans la future Generalitat. Car l'accord prévoit la nomination par Taradellas d'un chef de gouvernement, un «*conseiller en chef*» ; dans son choix, il ne peut ignorer totalement le verdict électoral. Alors, présenter Benet comme un diviseur est un moyen d'éviter ce choix, peut-être au bénéfice de Jordi Pujol. On comprend dès lors les hésitations des socialistes catalans, partagés entre les risques d'un appui à une coalition de centre gauche, qui serait incompréhensible pour le peuple, et les craintes de voir un révisionniste accéder au gouvernement.

A terme, le peuple catalan ne peut que récuser une autonomie si tronquée qu'elle n'en mérite plus le nom. La grande mobilisation populaire attendue pour le 11 affirmera la force de la revendication nationale catalane, malgré 40 ans d'oppression.

Hélène VARJAC



Le drapeau catalan en tête des manifestations.

Carnet de voyage en Somalie

Les Italiens sont encore là

par Jean-Paul GAY

La main-mise des vieilles puissances européennes sur des secteurs entiers de l'économie du pays, n'a pas été liquidée en 1960, avec la proclamation de l'indépendance, ni en 1969 avec l'avènement du régime de Syad Barre. Dans le même temps, les éléments de la bourgeoisie commerçante qui maintenaient des relations de dépendance vis-à-vis de leurs vieux protecteurs européens, encore présents, et les gros propriétaires terriens, «*pro-occidentaux*» n'ont cessé d'occuper des positions importantes au sein de l'économie et sur la scène politique. Toutefois, ces forces et les anciens colons, sans cesser de peser d'un poids important, ont vu depuis 74 leur influence contestée : à la faveur de tentatives de pénétration soviétique, mais bien plus encore, sous l'effet du développement d'un secteur d'État, qui a pris plus d'une fois des initiatives favorables à une authentique indépendance.

La situation que l'on peut observer dans l'agriculture, lorsqu'on parcourt le pays, reflète bien cet état de choses contradictoire. La propriété italienne de grandes plantations au sud, est aujourd'hui encore, une réalité. Depuis l'indépendance, les colons italiens ont pu conserver leurs plantations et continuer à y exploiter les ouvriers agricoles somaliens. L'héritage colonial pèse encore ici de tout son poids. Si les colons anglais ne s'intéressent guère qu'au nord du pays, riche en troupeaux, le considérant comme une réserve de viande pour leurs garnisons, les colons italiens, eux, se concentrent sur le sud fertile, orientant toute l'agriculture vers les champs de bananes et, dans une moindre mesure, de canne à sucre, pour alimenter le marché européen. Symbole de cette main-mise : jusqu'à la construction toute récente, avec l'aide efficace de la Chine, de la grande route Mogadiscio-Hargeisa, les seules routes goudronnées en Somalie étaient celle que Mussolini fit construire pour le passage de ses troupes, et les routes reliant les plantations italiennes de bananes aux ports d'évacuation !



Il y a peu encore, les routes goudronnées ne servaient guère qu'à relier les plantations italiennes aux ports...

Jusqu'à une date récente, la «*somalisation*» de l'agriculture, a surtout consisté dans le développement, parallèlement au maintien des planteurs italiens, d'une classe de gros propriétaires somaliens, accaparant les bonnes terres en bordure des fleuves. Ces propriétaires, généralement très influents sur le plan politique, s'associeraient en «*coopératives agricoles*».

Après 1960, les gouvernements successifs leur ont fourni des ouvriers agricoles, et tous les moyens de production, dont ils avaient besoin, ainsi que de nombreux prêts bancaires. Concurrents potentiels des planteurs italiens, ils ont aussi mené avec eux une politique commune : disposant les uns et les autres d'une situation de monopole, ils ont poussé à la ruine les petits exploitants somaliens qui durent baisser leurs prix à la production, renoncer à vendre leurs produits, et ils ont maintenu une agriculture tournée vers l'exportation, figeant la Somalie dans la dépendance de l'extérieur pour son approvisionnement.

A côté, et non à la place, des «*coopératives*» des gros proprié-

étaires somaliens, le gouvernement impulse aujourd'hui la formation de «*coopératives*», placées directement sous son autorité, et qui, selon lui, en «*profitant à la masse des petits exploitants*», doivent faire pièce aux grosses exploitations privées. Les nouvelles zones agricoles, cultivées par des nomades sédentarisés, doivent, elles aussi, compter au nombre des nouvelles coopératives.

Dans le Bas Shabelli où les privilèges des gros propriétaires italiens n'avaient pas été touchés, le moins du monde, par le nouveau régime, nous avons pu constater l'amorce d'un mouvement d'expropriation dont il est encore difficile de mesurer l'ampleur. Une partie des terres de colons italiens expropriés sont mises en «*coopératives*», placées sous l'autorité directe du gouvernement. Celui-ci qui a maintenu le volume de la production de bananes, importante source de devises à l'exportation, y développe des cultures vivrières telles que le blé, le maïs, ou les légumes, dont la Somalie était pauvre, et qui permettent de réduire les importations de produits agricoles.

(à suivre)

Mayotte : programme d'action de l'OUA

A la suite de la réunion de la semaine dernière le Comité spécial a déclaré de demander solennellement à la France de réviser sa position sur l'annexion de Mayotte. Le comité doit entreprendre des démarches auprès de nombreux États des Nations Unies pour qu'ils fassent pression sur le gouvernement français. Dans un premier temps le comité de l'OUA doit rencontrer le Guiraud pour lui demander de rétablir la liberté de circulation entre Mayotte et le reste de l'archipel.

Samedi 10 septembre

TF 1

19 h 10 - Six minutes pour vous défendre
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Adieux mes quinze ans
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Numéro un. Syvie Vartan
21 h 30 - Le riche et le pauvre. *Série américaine*
23 h 50 - Concert à Varsovie
23 h 55 - Journal

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - En ce temps là la joie de vivre
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Les procès témoins de leur temps. Les fusils sont arrivés. *Quatre bourgeois, patrons d'une entreprise horlogère ont tiré sur leurs ouvriers en grève, faisant 3 morts. Ils se retrouvent au banc des accusés avec six ouvriers, accusés eux d'avoir pour venger leurs camarades mis l'usine à sac.*
22 h 30 - Questions sans visage.
23 h 25 - Jazz.
23 h 55 - Journal

FR 3

19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Cavalcade.
21 h 25 - Erreurs judiciaires. Juge et partie
21 h 50 - Journal

Dimanche 11 septembre

TF 1

13 h 20 - C'est pas sérieux
14 h 15 - Les rendez-vous du dimanche
15 h 30 - Chanson
16 h 00 - Tiercé à longchamp
16 h 50 - Vive le cirque
16 h 45 - Sports première
18 h 10 - Guerre et paix
19 h 25 - Les animaux du monde
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Pas si méchant que ça ; avec Marlène Jobert, Gérard Depardieu. *Héritant de la fabrique de meubles de son père, un jeune bourgeois se fait gangster.*
22 h 20 - Gérard Depardieu
23 h 20 - Journal

A 2

17 h 25 - Soif d'aventures
17 h 50 - Abracadabra
18 h 35 - Shazzan
18 h 55 - Tom et Jerry
19 h 00 - Stade 2
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Jeux sans frontières.
21 h 55 - Bouquet de ronces
22 h 45 - Chefs-d'œuvre en péril
23 h 15 - Journal

FR 3

17 h 50 - Espace musical
18 h 45 - Spécial DOM-TOM
19 h 00 - Hexagonal
19 h 55 - Spécial sports
20 h 30 - L'homme en question. Benoîte Groult
21 h 30 - Ciné-court
22 h 20 - Flash journal
22 h 30 - Cinéma de minuit. Chaînes conjugales. *Film américains de Joseph L. Mankiewicz en version originale sous-titrée. Trois femmes remettent en question leurs chaînes conjugales...*

0 h 10 - Fin

Lundi

18 h 00 - A la bonne heure
18 h 35 - Pour les jeunes
19 h 00 - Recherche dans l'intérêt des familles. *Feuilleton policier*
19 h 40 - Une minute pour les femmes. *Des couturières qui veulent vivre et revaloriser leur métier.*
19 h 45 - Eh bien raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Le grand duel. *Film italien de Giancarlo Santi, western de second ordre*
22 h 00 - Pour le cinéma
23 h 00 - Tennis à forest Hills
23 h 15 - Journal

A 2

15 h 00 - Les charmes de l'été
15 h 55 - Aujourd'hui magazine
18 h 00 - Fenêtre sur... *Les romans en question*
18 h 30 - Dorothea et ses amis
19 h 45 - La joie de vivre
20 h 00 - Journal
20 h 30 - La tête et les jambes
21 h 55 - Portrait de l'univers. *L'œnologie enquête sur la fabrication du vin.*
23 h 00 - Bande à part
23 h 30 - Journal

FR 3

18 h 45 - Pour la jeunesse
19 h 50 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Scènes de la vie de province
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Hommage à Elvis Presley. *L'amour en quatrième vitesse*

«Vendredi» sur FR 3

L'hôpital au service de qui ?

«L'hôpital au service de qui ?», le titre alléchant de vendredi invitait à regarder de plus près une émission qui a brillé tout à la fois par ses audaces et ses silences.

Un bref flash sur les «urgences» où l'on apprend qu'un grand hôpital parisien, «Henri Mondor», ne peut pas recevoir plus de deux blessés à la fois, puis la lettre d'une malade racontant son admission à un institut anticancéreux : un long questionnaire, de lourdes formalités à remplir malgré la souffrance. Témoignage immédiatement «contré» par la séquence préfabriquée d'un accueil «correct» comme cela se passe une fois sur mille : «Voici votre lit, Madame, l'interne passera vous voir tous les jours, vos parents peuvent s'entretenir tous les jours à 10 h 30 avec le médecin traitant».

Après une critique sans éclat de la salle commune, le Docteur Grimaldi reprenait le vieux refrain gestionnaire sur les «sans domicile fixe» qui passent leur vie à l'hôpital et grèvent le budget de la Sécurité Sociale. Victoria Thérèse (auteur de *Hosto blues*) sut, quant à elle, exprimer avec un ton sou-

vent juste, la révolte de l'infirmière devant tout ce qu'elle voit d'intolérable, de scandaleux tous les jours, en reliant sa critique à celle du système. Une révolte pour laquelle elle n'envisage pourtant aucun débouché. Les efforts de Daniel Rappoport, psychologue à l'Assistance Publique, se «coupant en quatre» pour montrer que quelques améliorations étaient faites, ne furent guère convaincants au regard de la réalité.

SIMONE VEIL
SUR LA DÉFENSIVE

Après ces premières images, la parole fut donnée à Simone Veil, très nettement sur la défensive. Elle tenta de masquer le scandale des urgences en insistant sur les «urgences subjectives ressenties par le malade», s'appuyant pour cela sur les propos précédents de Hugonard, directeur du SAMU du Val de Marne. On a entendu le même ministre qui annonçait, il y a quelques jours, un renforcement sévère de la sélection, des étudiants en médecine, mettre, sur un ton désolé, la lenteur médicale sur le compte du manque de médecins ! — «Ce sont des bourgeois !» Cette phrase criée

par un malade dès le début de la deuxième partie du film centre le débat sur le rôle du malade et sur celui du médecin. Tranchant avec les images infernales et «superflues» de *Soleil Vert*, l'intervention du chirurgien Jean Yves Petit affirmera la nécessité de «combattre» : «Les malades sont affrontés à la mort, ils ne veulent pas se mettre à dos l'équipe soignante, mais c'est aux malades eux-mêmes de prendre en charge cette contestation». Enfin, la dernière image forte de ce film : celle d'un malade qui exige de savoir : «Si je ne sais pas pourquoi j'ai fait un infarctus, j'en ferais un autre». Les propos du Docteur Cottin, chef du syndicat réactionnaire des médecins des hôpitaux publics, nous montra pour conclure le raisonnement clos de la caste mandarinale, suant le pédantisme creux et le mépris réactionnaire pour le peuple : «Pour arriver à comprendre le médecin, il faudrait que le malade soit d'abord aussi intelligent que lui» !

SILENCE :
HÔPITAUX DE CLASSE

Mais malgré l'avertissement de début, de lourds silences ont pesé sur cette

émission. On n'entendit point parler du secteur privé, réservé aux privilégiés, pas plus que de la pénurie d'effectifs qui dégrade les conditions de travail des hospitaliers et la sécurité des malades. L'hôpital que nous avons vu hier au soir était intemporel, coupé de la société en crise : silence sur l'origine sociale de la maladie, sur les luttes des hospitaliers, sur les enseignements politiques de l'action du MLAC.

C'est cette absence, même sommaire, d'analyse de classe qui cantonne trop souvent l'émission à un discours humaniste sur le sort du malade et sa relation au corps médical. Mais malgré ces limites, «autant par la conception mise en œuvre que par l'étroite marge de manœuvre réservée à la télévision», cette émission, qui ne manquait pas de qualités, a su souvent, sur plusieurs aspects, viser juste, inciter à réagir et à prendre parti. Elle a su prendre à défaut, à plusieurs reprises, tant le gouvernement que la médecine réactionnaire et révéler leur crise, à une heure de grande écoute, et ceci est déjà positif.

Pierre PUJOL

Elise ou la vraie vie Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles»
copyright Édition Denoël

64^e épisode

Arezki est là, pensai-je. Et je souhaitai qu'il me vit. Mais la peur me paralysait. Pourtant, les gens qui passaient ne semblaient pas gênés. Deux des policiers qui surveillaient l'escalier me regardèrent. Je remontai quelques marches et me retournai une fois encore avant de franchir le tourniquet. D'en haut, je ne voyais plus que les roues des cars et quelques ombres géantes sur les piliers où la mitrailleuse prenait les dimensions d'un canon. J'eus envie de courir chez Lucien, et de lui dire tout. Mais je regagnai ma chambre et me mis au lit sans dîner. J'imaginai Arezki les bras en l'air. Des détails de son visage que j'avais découverts ce soir-là me le rendaient plus cher.

Je m'endormis quand même et me levai en retard, mais je mis tant de hâte à me préparer que je me retrouvai devant l'usine bien avant l'heure. Dans le vestiaire vide encore, le grincement des charnières, quand j'ouvris mon placard, me blessa comme une griffe. Je gagnai vite ma place et m'assis à l'intérieur d'une voiture pour guetter les arrivants. Arezki parut, encadré par les Tunisiens. Il bavarda quelques minutes en leur compagnie. Le Magyar grimpa sur la chaîne en fredonnant. Il me vit, me dit « Bonjour », mot que Mustapha lui avait appris. Le petit Marocain nous salua. Daubat et le régleur s'arrêtèrent près du pupitre de Bernier qui en nettoyait la

poussière. Ces quelques minutes avant que la chaîne se remit en marche avaient la douceur d'un sursis. J'imaginai chaque fois l'impossible miracle : Gilles surgissant avec une baguette et un tableau géant et nous expliquant, de sa belle voix sévère, les métamorphoses auxquelles participaient nos mains et nos muscles.

La sonnerie fit courir les retardataires. Les moteurs démarraient, les voitures avançaient, passaient devant nous sans jamais revenir, et, tournant dans des espaces limités, selon des gestes calculés et mesurés, petits rouages à peine grinçants, nous œuvrions pour cette fin sublime : la production.

Plusieurs fois, Arezki chercha sans succès à me parler. La longue matinée traîna sans que nous échangeâmes un seul mot. A plusieurs reprises Mustapha et Arezki se disputèrent. Ce dernier semblait agacé et l'autre essayait vainement de le faire rire.

— Va, cria Arezki, va voir la fille devant et laisse-nous travailler.

Mustapha se retira, vexé.

A midi, selon le rite, Arezki m'apporta le tampon d'essence. Je posai ma plaque et nous nous appuyâmes contre les carreaux.

Mustapha nous rejoignit. Il interpella Arezki et tous deux s'éloignèrent vers le haut de la chaîne.

Dès que retentit la sonnerie, je me précipitai dans l'allée, mais, pour donner le change, je m'arrêtai auprès de Daubat. Arezki était à quelques mètres devant lui.

— Alors, ma petite élève, on va à la soupe ?

— Oui, mais...

J'improvisai rapidement.

— Mais je voulais parler avec vous de mon frère.

— Avec moi ? dit-il étonné.

Arezki maintenant s'était perdu dans la rue. Je renonçai à le joindre.

Daubat quitta sa vareuse et l'accrocha à un clou d'où pendaient d'immenses ciseaux.

— Attention, Mohamméd, si je vois que tu y as touché.

Il portait un gilet grenat tricoté à la main, et, en dessous, une chemise de flanelle marron qui lui dessinait un ventre déjà proéminent.

A suivre

le liban dans la fausse paix -4-

AU SUD OU LA GUERRE CONTINUE

Reportage

de Jean LERMET et Yomna EL KHALIL



En allant vers le Sud, le dernier barrage de contrôle des forces de dissuasion arabes, ici syriennes, se trouve à Sarafand, à 40 km environ de la frontière. Plus loin, c'est la « ligne rouge » du fleuve Litani, au-delà de laquelle on affirme qu'Israël ne « tolérerait » pas l'armée syrienne.

A l'entrée du pont qui franchit le fleuve, pourtant, deux blindés stationnent ; des inscriptions tracées dessus à la peinture blanche annoncent : « armée du Liban arabe » ; des soldats, plutôt bienveillants, se livrent au même genre de contrôle que la force inter-arabe dans le reste du pays. C'est en effet au Sud, dans les deux casernes de Sour et Nabatieh, qu'on retrouve encore des unités qui se réclament de la rébellion propagée par Ahmed al Khatib à l'intérieur de l'armée libanaise contre les officiers supérieurs qui voulaient l'engager aux côtés des forces isolationnistes dans la guerre.

Tout le long de la route, dans ce secteur, on croise des femmes portant sur la tête des récipients d'eau qu'elles viennent remplir au fleuve ou au canal : les maisons, certains villages même, ici, n'ont pas l'eau. Pourtant, un projet d'utilisation des eaux du Litani existe : de gouvernement en gouvernement, il est reporté sous des prétextes futiles. La vraie raison en est qu'Israël en exigeait une part ; devant ces pressions, les autorités libanaises jusqu'ici ont préféré s'abstenir.

Curieusement, jusque dans les montagnes les plus reculées, le Sud a pourtant l'électricité. A l'eau, vitale pour cette économie agricole, le gouvernement a préféré cet équipement moins urgent ; il y allait de la vente de radios et autres appareils électriques, secteur suffisamment rentable pour la bourgeoisie compradore.

La guerre est avec Israël

Mais de nouveau, le Sud est en état de guerre. Depuis l'intervention des forces syriennes au Liban, les fascistes libanais sont rentrés dans quelques villages frontaliers à partir d'Israël, pour continuer la guerre. C'est surtout depuis les conférences de Ryad et du Caire, qui ont mis fin à l'état de guerre dans le reste du Liban et ont ainsi permis à la Résistance Palestinienne de se consacrer entièrement à sa tâche principale (la lutte contre Israël) que les fascistes, soutenus massivement par Israël, ont commencé la guerre du sud.

Par cette guerre qu'ils entretiennent, les fascistes libanais apparaissent vraiment comme les

agents directs du sionisme. C'est ainsi qu'ils sont nommés, par les combattants, et c'est à cause de cela qu'ils sont combattus. Le responsable d'une base du Fath nous expliquait les objectifs de la lutte qu'il mène actuellement : « C'est une lutte contre l'ennemi sioniste. Dans ce combat, nous ne cherchons pas à liquider les forces isolationnistes, mais à les empêcher de faire obstacle à notre combat contre l'ennemi sioniste. C'est le but qu'elles se sont fixées au sud. »

Le rôle d'agents du sionisme que jouent les forces fascistes est évident sur le plan militaire : il y a une fusion militaire entière avec l'armée sioniste. Des patrouilles sionistes entrent quotidiennement dans les villages contrôlés par ces forces.

Depuis octobre 1976, la guerre au sud est passée par trois étapes :

— La première étape était celle d'un équilibre entre les forces en présence. C'est la phase du bombardement entre Bint Jbeil (forces patriotiques) et Ein Ebel.

— La deuxième étape est celle de l'offensive des isolationnistes et des sionistes en direction de Hanine, Kham, Taybeh.

— La troisième étape qui se poursuit jusqu'à présent est celle de la « défense positive », ainsi caractérisée par un responsable du Fath ; elle a commencé par la libération de Kham, Taybeh, Talatine.

Actuellement, il y a deux secteurs d'affrontements : celui de Marjeyoun - Nabatieh et celui de Bint Jbeil.

Le moindre recoin cultivé

En quittant Sour pour s'enfoncer dans l'intérieur, en direction

de Bint Jbeil, la route s'élève rapidement pour entrer dans une région accidentée. Aux grandes plantations de bananiers et d'orangers qui verdoient tout le long de la plaine côtière, succède un paysage méditerranéen plus classique, avec des collines dénudées et des rochers à fleur de terre.

Mais ici, à la différence des montagnes au-dessus de Beyrouth, où l'économie de « services » a porté un coup à l'agriculture, chaque coin de terre cultivable continue à être travaillé : terrasses soigneusement entretenues, vallées où les champs se succèdent, recoins de terre gagnés entre les rochers.

de la zone des combats, sont bombardés par intermittence, ont gardé leur population.

A Rcheif avec les combattants

C'est avec un combattant libanais du Fath, originaire de Kham, que nous avons visité la base avancée de Rcheif. Par deux points d'observation, nous avons vu à la jumelle le village de Debl, en face plus bas, et plus loin les montagnes de Haute Galilée, en Palestine, où l'on distingue la tâche blanche d'une colonie militaire sioniste.

village, était toujours présente à Rcheif. Les autres, comme cette femme, viennent fréquemment, passant souvent la journée, s'occupant de leurs terres et de leur maison.

L'avenir du Sud, pour une grande part, réside dans cette simple attitude : on sait bien qu'à de nombreuses reprises, les ambitions territoriales des sionistes se sont portées sur cette portion de terre arabe, et qu'ils n'ont toujours pas renoncé. Vider le pays de ses habitants, c'est ce qu'ils ont fait en de nombreuses régions de Palestine, c'est ce qu'ils espèrent ici aussi, par leurs bombardements et leurs incursions. De l'autre côté de la frontière, Mustapha el Kurd chante : « Accrochez-vous à votre terre ! ». Au Sud-Liban, cet appel, aussi, commence à être entendu et compris par la population.

La volonté de résister

Les affrontements entre Debl et Rcheif ont commencé il y a neuf mois, lorsque les sionistes ont envoyé des patrouilles à Debl pour renforcer les positions des fascistes. Pour se prévenir contre toute attaque-surprise, les jeunes de Rcheif ont commencé à édifier des fortifications. Ils se rappellent très bien que les sionistes, tant qu'ils ne trouvent aucune résistance devant eux, entrent dans les villages et se conduisent comme chez eux. A Kfar Kalla, en 1975, c'est ce qu'ils faisaient : il avait fallu que les habitants s'arment et se mobilisent pour que s'arrêtent les déplacements des sionistes.

A Rcheif, la population a décidé de résister. Mais cette attitude n'a pas plu aux sionistes et à leurs agents qui, un soir, tirèrent sur 3 combattants. Depuis, c'est la guerre ouverte entre Debl et Rcheif.

A partir de Debl, les sionistes et leurs agents bombardaient d'autres villages, comme Haddata, pas très loin de Rcheif, ils ont bombardé la veille de notre visite.

Mais, dans cette région, les forces fascistes, malgré l'appui sioniste, sont faibles. Le jeune combattant de Kham nous racontait comment son unité a pu repérer les points militaires précis de Debl. Souvent, la nuit, les fascistes inquiets par les bruits autour d'eux, lancent des bombes éclairantes qui découvrent finalement leurs positions.



Les villages sont animés : tracteurs et remorques, étalages de légumes, jeunes marchant en bandes sur le chemin ; un paysan tourne la manivelle d'une vanneuse. Le Sud, que ses paysans pauvres avaient quitté nombreux pour aller chercher du travail à Beyrouth s'est à nouveau repeuplé dans les deux premières années de la guerre. Depuis le déclenchement des combats dans la région, seules les agglomérations comme Bint Jbeil, soumises à des bombardements quotidiens par les sionistes et leurs alliés phalangistes, se sont vidées de leurs habitants. Les villages épargnés, parce que trop éloignés du front, et même ceux qui, à proximité

Paysans sur leurs terres

A quelques mètres de l'endroit où nous sommes, une femme va et vient dans le jardin autour de sa maison. Ce point est pourtant le plus exposé du village, directement visible depuis les positions de Debl ; et le calme du moment ne doit pas faire illusion : au cours des bombardements qui ont précédé, il n'est pas une maison qui n'ait reçu au moins un projectile. Pour de nombreux paysans, le courage quotidien consiste à rester là : 40 % de la population, au moment où nous avons visité le